

LA CRISE DE LA SIDERURGIE

Manifestations mardi à Paris à l'occasion du débat à l'Assemblée nationale

LIRE PAGES 19-20 ET 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F
Abonnements : 1,20 F/mois...
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 4201-25 Paris
Tél. Paris 10 68070
Tél. : 246-72-23

Les sociaux-chrétiens renforcent leurs positions au Parlement belge

La victoire de M. Tindemans
Le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, avait bien calculé en demandant au roi, le 9 mars, la dissolution du Parlement et le recours à des élections anticipées, les trois semaines depuis dix ans. Le corps électoral a en effet confirmé les tendances qui se dessinaient lors du scrutin municipal du 10 octobre 1976 : légère avance socialiste en Wallonie, débâcle du Rassemblement wallon, progression spectaculaire des sociaux-chrétiens, notamment en Flandre, et avance du Front des francophones à Bruxelles.

Dans les derniers mois pourtant, la très prudente conduite du cabinet Tindemans face à la crise économique et au chômage (qui touche 10 % de la population active), l'aggravation de la situation des finances publiques, l'impasse de la politique régionale, pesant lourdement sur son avenir. Les milieux politiques tentent pour désamorcer l'appel à une majorité d'union nationale, au sein de laquelle les socialistes retrouveraient leur place.

Le pays, indifférent à la campagne électorale, a confirmé son désir de voir les sociaux-chrétiens poursuivre l'expérience gouvernementale qu'ils mènent depuis dix-neuf ans, dont quatorze sous l'égide d'un représentant flamand. Seule l'Italie connaît, en Europe occidentale, une telle permanence. Encore faut-il préciser que les sociaux-chrétiens de la péninsule ont 40 % des élus, alors que les sociaux-chrétiens flamands constituent à peine le quart de l'Assemblée.

Amis en ce lieu à lancer le slogan de « l'état C.V.P. », du nom du parti social-chrétien flamand (Christelijke Volkspartij). Si la distribution des postes de commandement au bénéfice de cette formation semblait justifier partiellement cette formule, le scrutin du 17 avril démontre qu'en l'absence d'argument politique et ethnique n'a pas été payant.

Les Wallons, en effet, n'ont pas voté contre les Flamands, mais pour la formation classique de l'opposition, les partis ou groupements électoraux régionaux (Rassemblement wallon ou Volksunie). C'est une orientation politique, un choix de société, un programme national, que l'électeur belge a voulu privilégier. Les régionalistes ont rempli un rôle des dernières années, en amenant les sociaux-chrétiens ou les socialistes à prêter une considération aux réalités linguistiques ou techniques dont ils se faisaient les défenseurs. A présent, c'est dans le cadre national que leurs revendications sont portées.

Le retour des familles traditionnelles et la restauration du prestige dont M. Leo Tindemans avait bénéficié en 1974 signifient la stabilisation sans que les motifs de cette soient pour autant dissimulés.

La question de Bruxelles risque, en effet, de bloquer l'évolution régionale. Si l'on peut parler, « grosse mode », d'une Wallonie socialiste, d'une Flandre chrétienne, si les deux grands partis ont derrière eux une longue tradition de collaboration. Palliance avec le Front des francophones, grand vainqueur dans la capitale, apparaît bien difficile : ils ne lui pardonnent pas d'avoir reculé à leurs dépens, et de n'être pas — et pour cause — un parti « national ».

Participer au gouvernement avec le F.D.F. revient pour les Flamands — quelle que soit leur appartenance politique — à reconnaître que Bruxelles constitue bien la troisième région de la Belgique. Cela préfigurerait le « fédéralisme à trois », qui rendrait les Flamands à nouveau minoritaires dans le pays, sur l'éventualité politique du moins.

Une double évolution avant les débats du Parlement

- M. Marchais ne s'oppose plus catégoriquement au projet concernant l'Assemblée européenne
- M. Chirac (R.I.) préconise l'abandon du scrutin majoritaire et l'adoption de la représentation proportionnelle

A la veille du débat que l'Assemblée nationale consacrera, mardi après-midi 19 avril, à la crise de la sidérurgie lorraine et à huit jours de la déclaration que M. Barre fera au Palais-Bourbon, le 26 avril, pour y présenter son plan de douze mois, la situation politique française évolue d'une double manière.

Il ressort des déclarations faites dimanche soir 17 avril par M. Georges Marchais, devant le Club de la presse d'Europe 1, que le parti communiste français s'oppose plus désormais à un refus catégorique au projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct et se borne à réclamer des garanties. De son côté, M. Roger Chirac, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, relance la question du changement du système électoral et s'apprête à déposer une proposition de loi tendant à substituer la représentation proportionnelle au scrutin majoritaire en vigueur depuis la mise en place des institutions de la V^e République.

Le gadget électoral

par MAURICE DUVERGER
A part une brillante réussite du plan Barre, il n'y a plus guère maintenant qu'un seul moyen d'empêcher la gauche de gagner les élections de 1978 : remplacer le scrutin majoritaire par la représentation proportionnelle. Il est très rare, en effet, que celle-ci permette à un parti ou à une alliance homogène de réunir plus de la moitié des sièges parlementaires, ce qui est nécessaire pour gouverner efficacement.

Si la Grande-Bretagne avait pratiqué la représentation proportionnelle, il n'y aurait pas eu une seule fois de majorité cohérente à la Chambre des communes dans les cinquante dernières années : si l'on se serait tout le temps trouvé dans la déplorable situation d'aujourd'hui, très exceptionnelle en régime majoritaire. Si la proportionnelle avait continué à fonctionner chez nous après 1958, la V^e République n'aurait jamais disposé d'une majorité à l'Assemblée nationale. Les petits partis du centre auraient constamment réuni assez de sièges pour faire l'appoint. En pratiquant le jeu de bascule dont il rêvait, Lecanuet, Edgar, Faure, Servan-Schreiber, auraient maintenu l'instabilité et l'impuissance gouvernementales des régimes précédents.

L'élection du président au suffrage universel n'aurait pas changé grand-chose à une telle situation. La République de Weimar a clairement montré que l'investiture populaire ne suffit pas à donner au chef de l'Etat les moyens de gouverner quand il est privé de majorité parlementaire. Avec la proportionnelle, les dissolutions perdent leur intérêt, car elles ramènent des législatures aussi dépourvues de majorité que celle qu'on vient de dissoudre.

Le Portugal se penche sur sa révolution

Le troisième anniversaire de la révolution du 25 avril 1974, qui a permis d'instaurer un régime démocratique au Portugal, sera célébré en ordre dispersé. Un défilé militaire est prévu, ainsi qu'une séance solennelle à l'Assemblée de la République. Mais le parti socialiste compte organiser de son côté un grand meeting à Lisbonne, et les partisans du commandant Otelo de Carvalho, ancien commandant du Copcon, songent à se réunir. On parle aussi de manifestations des nostalgiques du passé.

M. Mario Soares, premier ministre, attendu ce lundi 18 avril à New-York, doit être reçu par le président Carter. La question du projet d'aide financière d'un milliard et demi de dollars au Portugal par un consortium des pays industrialisés sera au centre des entretiens de M. Soares avec les dirigeants américains.

I. — Après les capitaines, les colonels...

Lisbonne. — « C'est vrai, j'ai été ingénieur. J'ai cru qu'il était possible d'introduire une structure démocratique dans les forces armées du Portugal. Quelle erreur ! Une armée est d'abord une institution. Et la nôtre a été marquée par cinquante ans de fascisme et d'anticommunisme officiel... » Convergence qui en dit long sur l'évolution des esprits trois ans après la révolution du 25 avril : le général Vasco Gonçalves, premier ministre de juillet 1974 à la fin août 1975, soutenu par le parti communiste, parle aujourd'hui comme le commandant Melo Antunes, « camarade » de combat de Vasco dans le mouvement des « capitaines », puis allié du parti socialiste et qui revendique maintenant « la responsabilité directe de la chute du gauchisme » et la « prépa-

ration du 25 novembre 1975. Le « vaincu » et le « vainqueur » du drame d'aujourd'hui — mais c'est bien aussi l'avis des officiers démocrates plus « modérés » comme le général Bentes, chef de l'Etat, ou des militaires traditionalistes qui poussent aujourd'hui de toutes leurs forces vers une « normalisation » intégrale qu'il n'est pas possible de démocratiser une armée de l'intérieur, de la transformer de facto en « parti politique » sans introduire des « germes » qui la désagrègent, détruisent les « règles » qui font sa force : les traditions, la discipline, le respect de la hiérarchie.

« Avez-vous concerté », qui donne peut-être l'une des clés » permettant de mieux comprendre l'évolution politico-militaire du Portugal au cours des trois dernières années. L'armée, seule, a abattu une dictature verrouillée qui était à la merci d'une simple

bourrade. L'avant-garde militaire, seule, a déclenché un processus incontrôlable dont les conséquences prévisibles ont effrayé les plus raisonnables. Au bout du chemin, il y avait une armée « révolutionnaire et populaire » ou le retour à l'armée de métier.

(Lire la suite page 3.)

L'ART CONTEMPORAIN EN PROVINCE

Une revendication silencieuse

Trois villes — Grenoble, Saint-Etienne, Marseille — présentent leurs collections d'art contemporain acquises depuis quinze ans. C'est un panorama de l'avant-garde artistique depuis 1960, en France et dans une certaine mesure, aux Etats-Unis. L'exposition est une affirmation : province ne doit pas signifier « provincialisme ». Depuis des années, des villes du « désert français » ont pris l'habitude d'acquiescer des œuvres d'avant-garde, de les montrer et de tenir les publics de leurs musées informés des recherches de l'art d'aujourd'hui.

Mais, derrière la façade optimiste de cette démonstration qui avait commencé au musée Canali de Marseille avant d'aller à Grenoble, monte la revendication silencieuse des musées de province, face au géant du plateau Beaubourg. Ils exposent leurs richesses et sont inquiets pour l'avenir.

(Lire la suite page 32.)

pour les candidats au B.E.P.C. Dictionnaire des Français Contemporains Manuel et Travaux Pratiques. Il est maintenant « autorisé » à l'épreuve de composition française de l'examen.

avec la FRANCHÉ-COMTE. « Le Monde » commencent aujourd'hui la publication de son supplément « Une semaine avec la Franche-Comté ». Chaque jour jusqu'à samedi (numéro du 24-25) « Le Monde » commencent plusieurs pages à la publication des enquêtes et reportages de ses correspondants sur cette région encore trop peu connue.

(Lire pages 21 à 25.)

EUROPE

LES ÉLECTIONS EN BELGIQUE

« Une journée de soleil perdue à cause des politiciens »

De notre correspondant

Bruxelles. — A 13 heures dimanche 17 avril, à la terminaison des bureaux de vote, les présidents des bureaux de vote et les jurés ont été reçus par le roi et la reine à la gare d'Anvers. Après une parade triomphale : ils étaient juchés de minuscules papillons multicolores, les derniers tracts distribués par les partis, plus petits que de coutume parce que le papier est devenu plus cher.

Dans les isolets, plus de dix millions de Belges, âgés de vingt et un ans au moins, avaient rempli leur devoir : trois millions de Flamands, deux millions de Wallons et un million de Bruxellois, francophones à 85 %. Parmi une légère majorité de femmes, à qui les partis ne proposent toujours que très peu de candidats féminins. Sauf, naturellement, au F.F.F., Front des femmes francophones, à Bruxelles, la politique reste masculine, même chez les écologistes. A Charleroi, par exemple, sur la liste écologiste intitulée « Blanche-Neige et les sept nains », le dosage du Grimm a bien été respecté.

Les Belges se sont habitués au vote obligatoire. L'amende, l'équivalent de 30 francs français, est même rarement appliquée. Le citoyen a accepté l'explication qu'on lui rabâche : « Celui qui n'est pas une représentante n'a pas le droit de critiquer les politiciens. » Sans écologie, parce que la politique a depuis longtemps cessé d'être axée, il s'agit donc d'élire un homme ou une femme. Un crayon rouge — depuis trois semaines les experts ont décidé que le rouge était mieux que le noir — solidement attaché aux poches de l'électeur sur des bulletins en principe plus clairs que jadis.

Jusqu'à présent, la Constitution ne reconnaissant pas les partis, les candidats se regroupaient

sous un numéro attribué à chaque formation politique par tirage au sort. Cette fois, cependant, devant la « balkanisation » de la politique, une concession a été faite pour rendre les bulletins plus lisibles : les colonnes numérotées étaient aussi surmontées du signe de la formation. Le vote aurait dû aller plus vite, mais il n'en fut rien, parce que le choix était plus difficile. A Bruxelles, pour la Chambre, l'électeur avait à se prononcer sur un nom, alors qu'il en proposait plus de cinq cents, répartis sur dix-sept listes différentes.

Les personnes âgées surtout étaient perplexes : « Vingt numéros, dix-sept listes ? C'est l'inflation, monsieur. Avant la guerre de 1940, en 1939, il n'y en avait que cinq, et parmi eux un parti socialiste. Rex de Léon Degrelle. »

Des retardataires, peu avant la fermeture des bureaux, rentraient tout droit de la côte, le vélo de l'enfant sur le toit de la voiture, le perroquet et le chien à l'intérieur. Dans leurs propos, un reproche : « C'était la première belle journée des vacances de Pâques. A cause des politiciens, nous avons perdu huit heures de soleil. »

Tout s'est passé dans le calme, à l'exception des incidents de la semaine précédente ; le bourgmestre flamand s'est vu assaillir par une foule de politiciens, parce que le parti n'aurait pas dans son hôtel de ville de gilets éparpillés pour les francophones minoritaires. A Verviers, des gauchistes ont assailli le jardin du président du parti libéral, M. Damsseaux. A Liège, la campagne s'est terminée dans la nuit sur un marathon de danse électoral du type « On achève bien les chevaux ». C'est Marie-Madeleine qui l'a emporté en dansant pendant huit heures sans interruption. Elle portait le dossard du P.C. et sa victoire ne pouvait en aucun cas être un prétexte : le P.C. représente moins de 4 % de l'électorat — P. de V.

Les sociaux-chrétiens renforcent leurs positions

(Suite de la première page.)

En 1974, M. Maes distribua des papiers et du beurre aux électeurs pour qu'ils votent socialiste. En 1977, il a pratiquement oublié les mêmes procédés pour qu'ils votent contre son ancien parti. Dans ce quartier populaire de la capitale, de telles méthodes sont encore rentables.

Le gouvernement Tindemans, qui n'avait pas démissionné après la dissolution des Assemblées du début de mars, retrouva, grâce au scrutin de dimanche, une majorité qu'il avait perdue la nuit du départ du Rassemblement wallon. Ensemble, sociaux-chrétiens et libéraux ont maintenant cent onze sièges sur un total de deux cent douze, alors qu'ils n'en avaient que cent cinq, M. Tindemans pourrait donc, en théorie, reconduire son cabinet, mais une telle démarche serait unique dans les annales politiques du pays et on est à la recherche d'une majorité des deux tiers pour faire face aux graves problèmes qui se posent dans tous les domaines.

Les hommes politiques des trois partis traditionnels — social-chrétien, socialiste et libéral — tenaient d'ailleurs, dans la nuit de dimanche à lundi, des propositions de compromis pour faciliter le dialogue du lendemain. M. Nibbeling, ancien président du P.S.C., estimait que le parti socialiste avait commis une erreur en utilisant le slogan « État C.V.P. » et constatait que la Wallonie n'avait pas voté contre la Flandre. Dans les rangs socialistes, on avait beaucoup de réserves quant à l'union M. Gendebien, président malheureux du Rassemblement wallon, réclamait la constitution d'un « front du refus » en Wallonie. Dans l'ensemble, le corps électoral s'est montré stable et l'on

constate un retour vers les familles traditionnelles. Au nord et au sud, les formations communistes sont en recul essentiellement, pense-t-on, parce que l'électeur, inquiet de la situation économique, redoute une aventure. A Bruxelles, au contraire, le P.D.P. est en progrès parce que les habitants de la capitale se sentent menacés sur le plan linguistique et abandonnés par les partis classiques. Il faut noter aussi l'échec total des listes marginales, marxistes, trotskistes, réformistes, féministes, et même d'une surprise, — écologistes. En 1977, le premier scrutin des Belges aura été de voter « utile ». Les écologistes apparemment n'appartenaient pas encore à cette catégorie.

PIERRE DE VOS.

LES PARTIS

Les partis représentés à la Chambre belge sont :

- C.V.P. (Chrétien-socialiste, sociaux-chrétiens de Flandre) et P.S.C. (parti social-chrétien en Wallonie) ;
- B.S.P. (parti socialiste en Flandre) et F.S.B. (parti socialiste en Wallonie) ;
- Volkpartij (parti linguistique flamand) ;
- P.V.V. (libéraux flamands) et P.L.W. (partit des libéraux et de la liberté wallonne) ;
- Rassemblement wallon ;
- F.D.P. (Front démocratique des francophones à Bruxelles) ;
- Parti communiste.

LA COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

	1974	1977
Sociaux-chrétiens	72	78
Socialistes	28	22
Libéraux	23	23
Volkpartij	22	31
Rassemblement wallon	13	10
F.D.P.	6	6
Communistes	4	4
Total	212	212

Cette répartition des sièges n'a pas encore été officiellement confirmée. Les résultats définitifs du Sénat ne seront donnés que dans les prochains jours.

A travers le monde

Allemagne fédérale

UNE FAMILLE TCHÉCOSLOVAQUE de quatre personnes s'est réfugiée en R.F.A. à bord d'un avion de tourisme. Elle a été accueillie dimanche 17 avril, la police bavaroise à Bamberg où l'appareil a atterri. — (A.F.P.)

Argentine

M. ENRIQUE RAAB, journaliste de la Opinion, a été arrêté le samedi 16 avril à son domicile de Buenos-Aires. Depuis le début de ce mois, le directeur de ce journal, M. Jacobo Timerman, le rédacteur en chef et le directeur technique ont été appréhendés. — (A.F.P., Reuter.)

Cuba

M. ARMANDO GONZALES GARRILLO, son épouse, ainsi que M. Tomas Orensano Martinez, suspectés par les autorités cubaines d'avoir des relations avec le groupe terroriste allemand Baader - Meinhof, sont arrivés dimanche 17 avril, à La Havane, accompagnés par des policiers cubains à bord d'un avion spécial. M. Orensano et Gonzales sont de nationalité mexicaine, mais l'épouse de ce dernier est chilienne. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

SIR PETER KIRK, chef de file des parlementaires britanniques conservateurs au Parlement européen, est mort samedi 16 avril d'une crise cardiaque à son domicile dans l'Essex. Il était âgé de quarante-huit ans. Journaliste, ancien secrétaire d'État au ministère de la défense, chargé de la marine et de l'aviation, Sir Peter, qui a également représenté les conservateurs de 1950 à 1953 et de 1966 et 1970 au Conseil des ministres, dirigeait le groupe conservateur du Parlement de Strasbourg depuis l'admission de la Grande-Bretagne au Marché commun.

Liechtenstein

POUR LA PREMIÈRE FOIS, LES FEMMES ONT VOTÉ, dimanche 17 avril, à l'occasion d'élections à Vaduz, la capitale du Liechtenstein. Les femmes constituaient plus de la moitié de l'électorat (1 500 inscrites

environ) pour le renouvellement des juges de paix. Les femmes du Liechtenstein (22 800 habitants sur une superficie de 170 km. carrés) tenaient, depuis plusieurs années, d'obtenir le droit de vote. Les hommes ont repoussé cette revendication lors d'un référendum. Mais le Parlement a adopté, l'année dernière, une loi qui autorise les conseils municipaux à décider s'il convient ou non que les femmes participent aux élections concernant les problèmes locaux. — (Reuter.)

Paraguay

TROIS DES PRINCIPAUX LÍDERES DE LA GUERRILLA NISTE ont été demandés l'asile politique à l'ambassade du Pérou, à Asunción, rapporte le 17 avril, l'agence Prensa Latina du président du parti, M. Antonio Maldonado, et de MM. Julio Rojas et Alfredo Alcorta, libérés à l'issue de la guerre civile paraguayenne. Ils ont passé dix-neuf ans en détention.

Suisse

PLUS DE MILLE POLICIERS ont, le 18 avril, quadrillé Moudon, petite ville de dix mille habitants, dans le Jura méridional, pour empêcher toute réunion publique des autonomistes francophones ou de leurs adversaires. Les autonomistes ayant décommandé leur réunion au dernier moment et leurs adversaires ayant décidé d'habiller manifestant dans une localité voisine, seuls quelques incidents mineurs ont été signalés. — (Correspondance.)

Union soviétique

LE GÉNÉRAL ALEXANDRE RODIMTSEV, qui s'est illustré dans la défense de Stalingrad au cours de la seconde guerre mondiale, est décédé, à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'une longue maladie, a annoncé, samedi 18 avril, l'agence Tass. Il avait combattu dans les rangs des républicains durant la guerre civile espagnole. A Stalingrad, il commanda la 13^e division de la garde qui subit de rudes assauts des forces allemandes pendant l'hiver 1942-1943. Après la guerre, il fut attaché militaire en Albanie, puis chef de la région militaire de Kiev. Il prit sa retraite en 1968. — (A.F.P.)

Espagne

M. Suarez pourrait remanier son gouvernement

Madrid (A.F.P.). — La préparation des élections du 15 juin, après la grave crise engendrée par la légalisation du parti communiste, est, cette semaine, l'objectif prioritaire du gouvernement de M. Suarez. Le premier ministre pourrait s'adresser ce lundi à la nation pour expliquer les raisons qui l'ont poussé à légaliser le parti communiste, et tenter de mettre un terme à l'agitation provoquée par la première immixtion de l'armée dans le domaine politique.

M. Suarez devait procéder aussi à un remaniement ministériel : plusieurs ministères, les rumeurs parlent de trois — pourraient demander à quitter le gouvernement pour renforcer les structures des partis en formation au centre de l'échiquier politique. Les trois ministères démissionnaires seraient MM. Landelino Lavilla, ministre de la justice, Andres Reguera, ministre de l'information, et Enrique de la Mata, ministre des syndicats.

Le premier rejoindrait le parti populaire de M. Pio Cabanillas et les deux autres prendraient la direction de la future Union démocratique espagnole, qui doit regrouper plusieurs partis démocratiques chrétiens.

La publication par l'ensemble de la presse, à l'exception d'ABC, d'un éditorial commun, samedi,

pour dénoncer la récente intervention de l'armée dans la vie politique après la légalisation du parti communiste, illustre bien la gravité de la crise (le Monde date du 17-18 avril). Si les généraux du conseil supérieur ont regardé leur région militaire, la marine reste encore pratiquement en état de sécession. On dit que les amiraux d'active, solidaires du ministre démissionnaire, l'amiral Gabriel Pita de Velga, refusent de reconnaître l'autorité du nouveau ministre de la marine, l'amiral Pascual Ferry Junquera, président d'une compagnie privée de navigation, et que le gouvernement a dû sortir du cadre de réserve.

Du côté de la droite, l'offensive antigouvernementale conduite sous l'impulsion de M. Manuel Fraga Iribarna, secrétaire général de l'Alliance populaire, des amis ex-ministres franquistes comme lui, exaltés par une revanche qu'ils croient à portée de la main à deux mois des élections, battent la campagne pour recueillir les cent signatures nécessaires à une convocation extraordinaire des Cortes.

Le roi Juan Carlos et la reine Sophie d'Espagne se rendront mardi à Bonn pour une visite officielle de cinq jours en République fédérale. Le roi aura des entretiens avec le président Scheel et M. Schmidt. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le département d'État refuse d'accorder un visa de séjour à trois syndicalistes soviétiques

L'agence soviétique Tass a qualifié, dimanche 17 avril, de « violation » des accords d'Helsinki le refus du département d'État d'accorder un visa de séjour à trois syndicalistes soviétiques invités par le syndicat américain des déchargeurs et magasiniers. La décision du département d'État avait été annoncée samedi à Washington. M. Allen Zack, porte-parole de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., a de son côté rappelé que la politique de son organisation a toujours été de s'opposer à de tels voyages.

De notre correspondant

Washington. — Contrairement à l'intention du président Carter — exprimée notamment dans son discours aux Nations unies du 17 mars — de supprimer les restrictions à l'entrée et au déplacement de certains catégories d'étrangers aux Etats-Unis, le département d'État a refusé un visa à trois syndicalistes soviétiques invités par le syndicat américain des déchargeurs et magasiniers. Le département d'État a refusé un visa à trois syndicalistes soviétiques invités par le syndicat américain des déchargeurs et magasiniers. Le département d'État a refusé un visa à trois syndicalistes soviétiques invités par le syndicat américain des déchargeurs et magasiniers.

Le département d'État s'en est tenu, en attendant une révision de la législation en vigueur, à la pratique courante consistant à demander son avis à l'A.F.L.-C.I.O. Vigourenement anticommuniste, celle-ci s'est toujours opposée à l'entrée aux Etats-Unis de dirigeants syndicaux soviétiques. Il était d'autant plus prévisible que M. Meany, président

du département d'État, a déclaré ne pas demander des dérogations à l'attribution de visas à l'agence soviétique pour les invités de M. Bridges, parce qu'accepter des échanges entre syndicalistes américains et communistes serait assimiler abusivement des syndicats libres et des organisations communistes à la discipline du parti communiste. — E. P.

Cuba

VISITE D'UNE DÉLÉGATION D'INDUSTRIELS AMÉRICAINS

Une délégation d'industriels américains du Minnesota devait arriver lundi 18 avril à La Havane afin d'étudier « les possibilités d'un éventuel échange commercial avec Cuba dans l'avenir », annonce l'agence de presse Prensa Latina.

Le voyage de cette délégation, qui comprend environ cinquante personnes, est organisé par la chambre de commerce de Minneapolis et par M. Kirby Jones, directeur de l'entreprise Asociados de Alamar, qui a déjà organisé la visite à Cuba de quinze représentants des firmes américaines les plus importantes (Boeing, Pepsi Cola, Abbott Laboratories, Great Western Unit, etc.).

Selon M. Bower Hawthorne, président de la chambre de commerce dont les propos sont rapportés par Prensa Latina, le but de ce voyage est « d'évaluer le commerce potentiel » qui pourra résulter entre le Minnesota et Cuba lorsque les Etats-Unis lèveront l'embargo sur le commerce cubain.

D'autre part, le président Carter, recevant le 15 avril des directeurs de journaux et de chaînes de radio a déclaré que le consentement de Cuba à se mettre fin à son intrusion injustifiée dans les affaires de l'Afrique et d'autres nations « est une condition préalable à la normalisation

Le Portugal

Le Portugal a été le théâtre d'une série de manifestations de protestation contre le régime de Salazar. Les manifestants ont été réprimés par la police, ce qui a entraîné la mort de plusieurs personnes.

Le régime de Salazar a été critiqué pour sa politique d'isolement du Portugal vis-à-vis du reste du monde. Les manifestants demandent la fin de ce régime et la mise en place d'une démocratie.

Les manifestations ont été organisées par des groupes de la gauche portugaise. Elles ont été réprimées par la police, ce qui a entraîné la mort de plusieurs personnes.

Le régime de Salazar a été critiqué pour sa politique d'isolement du Portugal vis-à-vis du reste du monde. Les manifestants demandent la fin de ce régime et la mise en place d'une démocratie.

Les manifestations ont été organisées par des groupes de la gauche portugaise. Elles ont été réprimées par la police, ce qui a entraîné la mort de plusieurs personnes.

Le régime de Salazar a été critiqué pour sa politique d'isolement du Portugal vis-à-vis du reste du monde. Les manifestants demandent la fin de ce régime et la mise en place d'une démocratie.

Les manifestations ont été organisées par des groupes de la gauche portugaise. Elles ont été réprimées par la police, ce qui a entraîné la mort de plusieurs personnes.

Le régime de Salazar a été critiqué pour sa politique d'isolement du Portugal vis-à-vis du reste du monde. Les manifestants demandent la fin de ce régime et la mise en place d'une démocratie.

Les manifestations ont été organisées par des groupes de la gauche portugaise. Elles ont été réprimées par la police, ce qui a entraîné la mort de plusieurs personnes.

Rev Vacances

LE SPECIALISTE DES VOYAGES EN

EGYPTE

vous invite à découvrir

"LES TEMPLES DU NIL"

et vous offre exceptionnellement, et sans supplément, l'excursion aérienne à ABOU SIMBEL si vous vous inscrivez avant le 15 mai à l'un des voyages suivants :

CIRCUIT-CROISIÈRE DE LUXE ISIS/OSIRIS et HÔTEL HILTON

- 14 jours - départ le 22 mai 5.690 F.
- 10 jours - départ le 3 juin 4.640 F.

Le programme printemps-été de REV-VACANCES, comprend également de nombreuses formules de voyages en EGYPTE :

- Séjour au Caire - 7 jours : 1.690 F.
- GRAND CIRCUIT ARCHEOLOGIQUE 14 jours : 4.290 F.
- CIRCUIT-CROISIÈRE EN "NIL YACHT" 14 jours : 4.490 F.

Pour tout savoir sur vos prochaines vacances en EGYPTE, demandez la brochure gratuite "REV-VACANCES EGYPTE" à votre agence de voyages ou à SUPERMARCHÉ VACANCES 52, rue de Bassano - 75008 PARIS Tél. 720.21.63 ou 720.24.62

Veuillez m'envoyer sans engagement de ma part la brochure REV-VACANCES EGYPTE :

Nom

Adresse

مكتبة الأصل

EUROPE

LOIN DES CAPITALES

FRANCFORT : une banque au kilomètre carré

SUR des maquettes galement colorées, le directeur de l'urbanisme montre des zones piétonnes plantées d'arbres, alignées d'arcades et agrémentées de kiosques et de fontaines. Le charme des places anciennes au milieu des immeubles de verre et de béton, c'est pour plus tard. Aujourd'hui la grande avenue de la Zeil est envahie par les travaux du métro, qui dureront encore plusieurs années. Francfort n'est qu'un immense chantier : ici une autoroute urbaine, là le métro, ailleurs la nouvelle gare souterraine, là-bas une tour de bureaux (la dernière ?)... « Ils affouillent la terre en pleine ville pour faire de la place : en haut aux voitures, aux camions et aux gens, en bas au métro et aux gens », écrit Gerhard Zwernitz dans son roman controversé *La Terre est aussi inhabitable que la Lune*, portrait d'une ville livrée aux spéculateurs, aux gangsters et aux terroristes (Le Monde du 11 mars).

Francfort a mauvaise réputation. La presse allemande se penche régulièrement sur cette maudite « au bord de l'abîme », « au cœur déchiré », où « tout sent l'argent ». Un grand hebdomadaire la définit par une trilogie : « des boulevards, des banques, des bordels ».

Ses admirateurs — il y en a — et ses détracteurs — ce sont les plus nombreux — ont au moins un point commun : quand ils en parlent, ils n'emploient que des superlatifs. C'est la ville qui a la plus forte proportion d'espaces verts, le nombre le plus élevé de banques (plus d'une au kilomètre carré), le plus haut revenu par habitant, le plus grand nombre de visiteurs, la gare et l'aéroport les plus fréquentés d'Allemagne, les meilleurs services pour le troisième âge, les classes les moins chargées, la plus forte proportion de jeunes voulant poursuivre leurs études, les plus grosses dépenses pour la culture, la plus forte criminalité, le taux de chômage le plus faible, les travailleurs immigrés les plus nombreux et les mieux intégrés, la plus forte progression du prix des terrains, les promoteurs les plus habiles et les étudiants les plus turbulents. C'était aussi, il y a quelques années, la ville la plus endettée de R.F.A. La liste de ses records s'allonge à l'infini.

FRANCFORT est aussi la ville la plus américanisée d'Allemagne. Dans les années 60, elle a été saisie par le gigantisme à une époque où l'on croyait encore sans réserve à la croissance, à la prospérité, aux lois du marché. Symbole du « miracle économique » allemand avec ses banques, ses forges, ses industries, ses sièges

A la suite de la défaite du parti social démocrate aux élections municipales, M. Rudi Arndt, bourgmestre de Francfort sur le Main depuis 1972, élit en principe jusqu'en avril 1978, a donné sa démission.

Son successeur, désigné, M. Walter Wallmann (chrétien-démocrate), devrait être élu prochainement par le

parlement municipal, où la C.D.U., pour la première fois depuis la fin de la guerre, détient la majorité absolue. Le S.P.D. a perdu le pouvoir à un moment où il amorçait une rupture avec la politique suivie depuis des années. A la construction au service de tours et de bureaux qui a provoqué une spéculation foncière dans des

proportions inconnues des autres villes allemandes, devait succéder un urbanisme plus « raisonnable ». donnant la priorité à la modernisation des immeubles anciens, aux transports en commun, à l'animation d'un centre sacrifié aux bureaux. La nouvelle majorité chrétienne-démocrate continuera-t-elle dans cette voie ?

ments, à la modernisation des immeubles anciens, aux zones piétonnes, était prêt à être adopté avant les élections. (Dans les années 60, il en a existé un, mais il n'a jamais été appliqué.) Après en avoir laissé détruire une grande partie, les autorités se sont aperçues que les vieilles maisons représentaient une valeur architecturale et elles les ont classées monuments historiques.

Comme tous les vrais Francfortois, les membres de l'ancienne municipalité étaient un peu agacés des critiques venues de l'extérieur. Francfort, la mal-aimée, vant mieux que sa réputation : contrainte dans sa vocation de capitale politique — au Moyen Âge elle abritait le couronnement des empereurs allemands et, en 1848, elle fut le premier Parlement démocratique d'Allemagne — elle s'est hissée toute seule, sans l'aide du pouvoir central, au rang de capitale économique et financière de la République fédérale. Point de rencontre du trafic Est-Ouest en Europe, elle subit les avantages et les inconvénients de cette position centrale.

Le taux de criminalité y est le plus fort des villes allemandes, mais encore trois fois inférieur à celui des grandes cités américaines. La ville est la plaque tournante du trafic de la drogue, le centre le plus important de la prostitution, avec Hambourg. Pourtant le président de la police ne pense pas que la situation de Francfort soit exceptionnelle. L'instabilité sociale liée à la transformation de la ville, son caractère de lieu de passage, la forte proportion d'étrangers qui y vivent, lui ont dessiné les traits propres à toutes les grandes métropoles.

Ville cosmopolite et provinciale à la fois, elle n'a pas de « bonne société » fermée sur elle-même. Sa bourgeoisie, généralement « d'importation », s'est retirée dans des banlieues plus verdoyantes. A l'abri des affaires immobilières qui ont occupé le devant de la scène, les municipalités social-démocrates ont mis au point une politique sociale peu spectaculaire mais efficace pour les travailleurs immigrés, les écoliers, les adolescents, les vieillards.

« Francfort est une ville démocratique, dit un Francfortois d'adoption. L'on s'y intéresse facilement, les gens sont très critiques, mais très ouverts. » Au printemps, sur les terrasses, assis sans cérémonie à de longues tables, on boit le cidre « boisson typique de Francfort, amère mais démocratique ».

DANIEL VERNET.

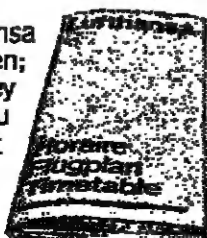
Prochains départs pour l'Extrême-Orient : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche.



Ne partez pas pour l'Extrême-Orient sans notre Petit Livre Jaune

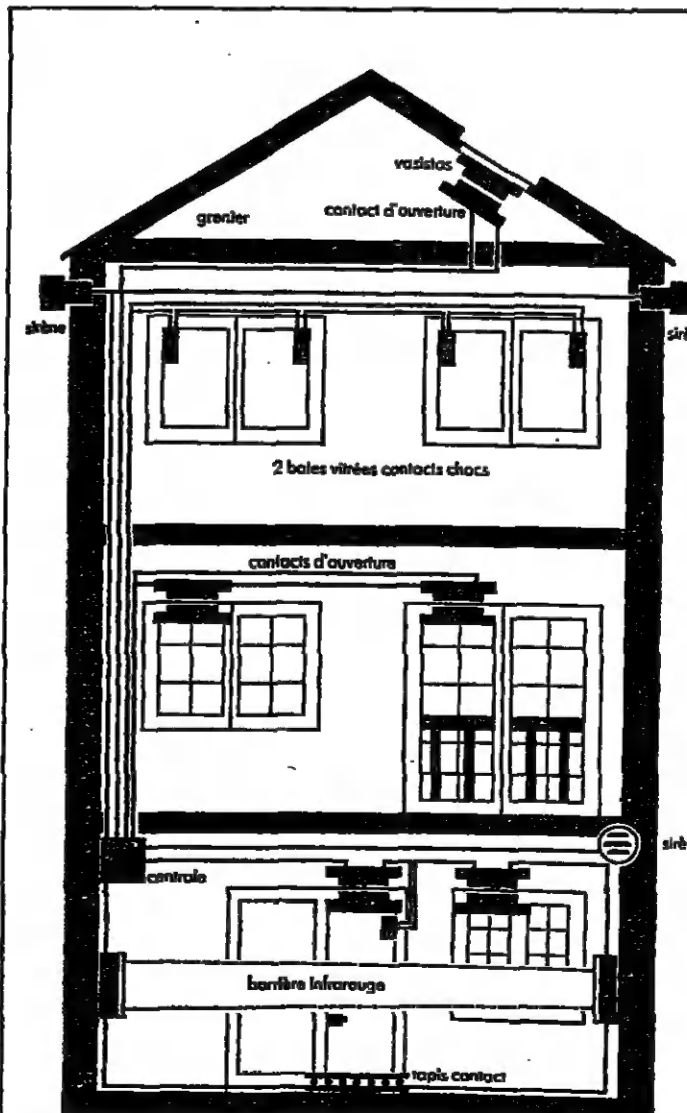
En DC10 ou en Boeing 747, au départ de Francfort, Lufthansa vous propose : pour Hong Kong ou Bangkok un vol quotidien ; pour Delhi 4 vols par semaine ; pour Bombay, Singapour, Sydney ou Karachi 3 vols par semaine. Orly-Francfort en Airbus ou Boeing 727. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement 15 minutes minimum.

Avec Lufthansa, vous attendrez moins au départ, vous ferez moins d'escales, bref, vous y serez plus vite.



Lufthansa

Avec les 8 BHV,* mettez vos biens sous bonne garde.



Pour protéger votre maison des visiteurs inopportuns, les 8 BHV ont sélectionné différents systèmes d'alarme dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

Bien entendu, les spécialistes conseils des 8 BHV ont la pour vous aider à choisir. En toute confiance.

Centrales électroniques pour la protection périphérique des portes et fenêtres par contacts magnétiques.

Alarme par sirène.

Alimentation par batterie avec rechargeur.

Modèle P41M 1860*

Modèle TXBS 2240*

SAFT BC45** 2700*

* En démonstration au BHV Riedl. Sur documentation dans les autres BHV.

Disponible à la vente.

Jusqu'à épuisement des stocks.

Dans votre BHV, vous trouverez également d'autres systèmes permettant la protection par détecteurs volumétriques (ultra-son ou radar), barrière infrarouge, tapis-contact, etc.

Le BHV a sélectionné pour vous des spécialistes pour l'installation des différents systèmes d'alarme.

Renseignez-vous au stand sécurité-alarme de votre BHV.

*Egalement aux BHV LYON-VENISIEUX ET GRENOBLE-GRAND-PLACE



Pour être sûr de bien choisir.

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

LES 8 BHV : RIVOLI · PARLY 2 · MONTLHERY · GARGES · FLANDRE · BELLE EPIRE · ROSNY 2 · CRETEIL

Yugoslavie

Le gouvernement prépare une loi

De cette loi, qui vise à réorganiser le système judiciaire, on attend beaucoup. Elle est considérée comme une étape importante dans la réforme de la justice. Le gouvernement yugoslave a annoncé qu'il allait déposer cette loi au parlement. Elle vise à simplifier les procédures judiciaires et à améliorer l'efficacité du système. Les critiques ont souligné que la loi ne prend pas suffisamment en compte les besoins des citoyens ordinaires.

La loi vise à réorganiser le système judiciaire, on attend beaucoup. Elle est considérée comme une étape importante dans la réforme de la justice. Le gouvernement yugoslave a annoncé qu'il allait déposer cette loi au parlement. Elle vise à simplifier les procédures judiciaires et à améliorer l'efficacité du système. Les critiques ont souligné que la loi ne prend pas suffisamment en compte les besoins des citoyens ordinaires.

Pologne

Une fraction dure pousse M. B.

à faire preuve de plus de fermeté envers les contestataires

De notre correspondant en Europe centrale. Une fraction dure du mouvement contestataire pousse le leader M. B. à adopter une attitude plus ferme. Les contestataires exigent des réformes plus profondes et accusent le gouvernement de trahison. M. B. a tenté de médier, mais la pression est de plus en plus grande.

Une fraction dure du mouvement contestataire pousse le leader M. B. à adopter une attitude plus ferme. Les contestataires exigent des réformes plus profondes et accusent le gouvernement de trahison. M. B. a tenté de médier, mais la pression est de plus en plus grande.

Une fraction dure du mouvement contestataire pousse le leader M. B. à adopter une attitude plus ferme. Les contestataires exigent des réformes plus profondes et accusent le gouvernement de trahison. M. B. a tenté de médier, mais la pression est de plus en plus grande.

Une fraction dure du mouvement contestataire pousse le leader M. B. à adopter une attitude plus ferme. Les contestataires exigent des réformes plus profondes et accusent le gouvernement de trahison. M. B. a tenté de médier, mais la pression est de plus en plus grande.

Une fraction dure du mouvement contestataire pousse le leader M. B. à adopter une attitude plus ferme. Les contestataires exigent des réformes plus profondes et accusent le gouvernement de trahison. M. B. a tenté de médier, mais la pression est de plus en plus grande.

مكتبة من الأصول

EUROPE

Yugoslavie

Le gouvernement prépare une amnistie des prisonniers politiques

De notre correspondant

Belgrade. — Invité par le comité de l'information, les correspondants des journaux étrangers ont entendu, samedi 16 avril, à Zagreb, un exposé très détaillé de la politique yougoslave. Un groupe important de dirigeants étaient réunis autour de M. Vladimir Bakarić, numéro un de Croatie, et depuis des décennies l'un des plus proches collaborateurs du président Tito. On a l'impression que la conférence de Zagreb marque le début d'une « ouverture » plus large du régime à l'égard de la presse étrangère après une période pendant laquelle les informations de sources officielles lui étaient fournies le plus souvent au compte-gouttes. Les journaux yougoslaves ont reproduit intégralement ce qui a été dit en dépit du caractère « délicat » de certains sujets qui n'étaient traités publiquement jusqu'à présent que très partiellement, voire pas du tout.

M. Bakarić, des membres de la présidence, du comité exécutif et du gouvernement fédéral, ont répondu pendant trois heures aux questions les plus diverses. Voici les principaux thèmes.

● **POLITIQUE INTERIEURE.** — Le gouvernement prépare une amnistie (dont l'ampleur n'est pas encore fixée) des condamnés politiques qui sont au nombre de cinq cent deux. C'est uniquement une affaire de politique intérieure fut-il précisé et nullement la conséquence « des pressions exercées dans ce sens de l'étranger ». La Ligue des communistes, quant à elle, est disposée à

Pologne

Une fraction dure pousse M. Gierk à faire preuve de plus de fermeté envers les contestataires

De notre correspondant en Europe centrale

Varsovie. — La police a libéré dimanche 17 avril les sept intellectuels interpellés vendredi soir à Varsovie. Parmi eux se trouvaient trois membres du Comité de défense des travailleurs (KOR), M. Andrzej Gajda, Antoni Maciejewski, Jacek Kuron, et quatre sympathisants. Ces sept personnes ont été relâchées pendant près de quarante-huit heures dans les locaux de la police. M. Kuron, l'un des membres les plus actifs du KOR, a été le dernier à être relâché.

Après sa remise en liberté, M. Kuron a expliqué que les policiers avaient essayé d'interroger ses amis et lui-même à titre de « témoins » dans une enquête portant sur « la transmission de fausses nouvelles ». « J'étais à la maison », a-t-il précisé, nous nous sommes refusés à la moindre déposition. Un autre intellectuel, M. Jacek Kuron, appréhendé samedi soir, se trouvait toujours en garde à vue dans la nuit de dimanche à lundi. M. Kuron a été interpellé alors qu'il assistait, en privé, au professeur Li-chie privé, où le professeur Li-chie, un exposé économique devant une trentaine de personnes. Les autres présents avaient été relâchés après vérification d'identité.

Cette opération de police contre le Comité de défense des travailleurs, créé en septembre à la suite des grèves ouvrières de juin, paraît être la première application des propositions plus dures à l'égard des contestataires tenus jeudi 14 avril par M. Gierk, premier secrétaire, au cours d'une réunion du comité central. M. Gierk avait déclaré que les opposants devaient être « combattus par tous les moyens et démasqués devant la société ».

Au cours de cette session du comité central, plusieurs orateurs, parmi lesquels le secrétaire du parti de Lodz, M. Koperski, avaient critiqué vivement le dernier film d'Andrzej Wajda, « L'Homme de marbre ». Ce film retracait la vie de deux héros du travail pendant la période stalinienne (le monde du 15 mars). Son autorisation de sortie, alors que le scénario attendait depuis déjà plusieurs années le visa de la censure, serait due à une intervention personnelle de M. Gierk. Les attaques contre le film apparaissent donc comme des critiques indirectes du trop grand libéralisme prêté au premier secrétaire et même de son attitude, jugée jusqu'à maintenant trop conciliante à l'égard du KOR.

Depuis quelque temps, des informations faisaient état d'une pression accrue des éléments les plus durs sur le premier secrétaire circulant à Varsovie. On dit même que ce groupe, imitant les contestataires, aurait adressé il y a quelques semaines à la direction du parti une lettre comportant plusieurs centaines de signatures et invitant M. Gierk à plus de fermeté.

D'autre part, la grâce conditionnelle annoncée au début de février par M. Gierk en faveur des travailleurs condamnés à la suite des manifestations violentes d'Urus et de Radom en juin ne semble pas avoir eu, contrairement peut-être aux espoirs d'une partie de la direction, d'effet démobilisateur sur le KOR. Récemment en-

accueilli de nouveau dans ses rangs ceux qui ont été exclus lors des crises de 1971 et 1972. Les portes du parti leur sont ouvertes à la seule condition que les intéressés réaffirment leur adhésion au programme et aux statuts. La police a refusé de délivrer le passeport à M. Milovan Djilas parce que celui-ci commet d'habitude des « excès » pendant ses séjours à l'étranger. « Alors c'est probablement pour lui épargner la prison » que sa demande a été rejetée. Que se passera-t-il après la disparition de Tito ? « Nous n'en discutons pas parce que Tito a édifié un système et une société stables ainsi qu'un parti communiste qui n'a jamais été aussi uni qu'aujourd'hui ».

Les problèmes balkaniques

Belgrade s'inquiète de l'évolution de la situation en Afrique. « Nous estimons que l'immigration de la France et de certains autres pays du Zaïre n'est pas une bonne chose, mais s'agissant d'un problème complexe nous ne souhaitons pas le commenter. » Les rapports avec l'U.R.S.S. ? Ils évoluent favorablement après les entretiens, en novembre dernier, du président Tito et de M. Brejnev au cours desquels les deux hommes ont « exposé franchement leurs points d'accord et de désaccord ».

La collaboration interbalkanienne amorcée en février 1976 à la conférence d'Athènes est en stagnation. Contrairement à la Grèce, la Turquie, la Roumanie et à la Yougoslavie, la Bulgarie n'a pas encore proposé les sujets de collaboration qui lui semblent les plus actuels. La Yougoslavie espère cependant que la seconde conférence interbalkanienne finira par se réunir. Les entretiens bulgares-yougoslaves de Sofia sur le problème macédonien n'ont abouti à aucun résultat concret. Chaque partie est restée sur ses positions, qui sont diamétralement opposées. La Yougoslavie est disposée à poursuivre les entretiens à la Bulgarie pour des preuves d'une « évolution démocratique ». Une autre réunion n'aurait pas de sens « si nous devons exposer les uns aux autres une nouvelle fois les points de vue déjà entendus à Sofia ».

La parti yougoslave ignore tout d'une nouvelle conférence des partis communistes et n'est pas au courant des décisions prises à Sofia par les secondsaires des partis communistes des pays de l'Europe de l'est. Il approuve la rencontre des représentants des partis communistes d'Espagne, de France et d'Italie qui n'ont pas eu pour objectif la création d'un nouveau « centre » du mouvement ouvrier mais « le renforcement de la paix et de la collaboration en Europe ».

De nombreuses questions ont été posées sur les dissidents de l'Europe de l'est. Les dirigeants yougoslaves considèrent que la manière dont ce problème est traité ne contribue pas à la détente et ne sert pas la protection des droits de l'homme. Ils ne pensent pas toutefois que ce problème constitue une menace pour la conférence de Belgrade qui doit commencer ses travaux le 15 juin.

MANUEL LUCBERT.

PAUL YANKOVITCH.

AFRIQUE

République populaire du Congo

UN MOIS APRÈS SON ASSASSINAT

Les circonstances de la mort du président Nguabi ne sont pas entièrement éclaircies

De notre envoyé spécial

Brassaville. — Un mois après l'assassinat du chef de l'Etat congolais, tandis que son successeur, le colonel Joachim Youmbi Opango, renforce son autorité, la mort du commandant Nguabi n'a pas livré tous ses secrets. L'écoulement politique que les nouvelles autorités militaires ont donné aux tragiques événements du 16 mars continue de susciter un certain scepticisme. A l'origine de cette perplexité réside d'abord le fait que le comité militaire du Parti congolais du travail a fourni au sujet de l'assassinat, deux versions successives. Le 19 mars, au lendemain de l'attentat, celui-ci fut présenté comme l'œuvre d'un « commando suicide inspiré par l'impérialisme » et « dirigé par le capitaine Kibadidi, qui a réussi à prendre la fuite après son crime ». Une semaine plus tard, Radio-Brassaville, complétant cette version, révélait que le chef de l'Etat avait, en fait, été tué par un de ses collaborateurs. Cette précision, attestant l'existence d'une « trahison », donnait évidemment une nouvelle dimension à l'affaire. Les interprétations « régionalistes » de l'assassinat n'appartenaient pas seulement à la « réaction interne » mais à l'équipe présidentielle.

Dans un pays où les allégeances régionales et tribales restent fortes, même si elles n'empêchent pas tous les problèmes politiques, l'interprétation « régionaliste » de l'assassinat n'est pas sans importance. Elle a été reprise par le commandant Nguabi, originaire comme lui du Sud, dans la mesure même où cette explication apparaît, en quelque sorte, « naturelle », aux yeux de la population. Une fois l'ancien chef de l'Etat arrêté, jugé de manière expéditive par une cour maritale puis exécuté, le comité militaire pouvait déplorer que le meurtrier du commandant Nguabi appartenait à la même ethnie — konyou — que lui.

Les « aveux »

Diffusés sur les ondes de Radio-Brassaville, les « aveux » de M. Massamba-Debat sont loin d'empêcher la conviction. Que celui-ci ait connu d'instinct des contacts politiques, recevant certaines personnalités dans sa modeste résidence de Boko, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Brassaville, n'a rien d'étonnant. Qu'il soit resté partisan de l'instauration au Congo d'un « socialisme bantou », inclination dont il ne faisait pas mystère, est également vraisemblable. A-t-il pour autant pris la tête d'un « complot » visant à abattre le régime et, qui plus est, composé dans le moindre détail la

liste de son futur gouvernement ? Il est permis d'en douter, d'autant que l'audition des aveux, sur ce chapitre, n'est pas déterminante. De plus, son passé, son tempérament, le fait qu'il vivait depuis huit ans dans une discrète semi-retraite politique, les circonstances mêmes de l'attentat, le fait que ce « coupable » ait attendu tranquillement qu'on vienne l'arrêter, tout milite contre la thèse officielle.

Une hypothèse

Reste l'essentiel : qui a tué — ou laissé tuer — le commandant Nguabi ? Dans quel dessein ? Pour quoi ? M. Massamba-Debat n'a-t-il aux yeux de certains, fait figure de « gendarme » ? Nul n'étant en mesure, à Brassaville, d'apporter une réponse catégorique à ces questions, il convient de se cantonner à l'hypothèse la plus fréquemment avancée. Le commandant Nguabi aurait été victime de ceux qui, proches du pouvoir et inquiets de la perte d'autorité du président, redoutaient de faire naufrage avec lui. Il était, en effet, depuis quelques mois, de plus en plus contesté au sein même du Parti congolais du travail, organe essentiel du pouvoir. On lui reprochait de s'empêtrer dans l'idéologie souvent brumeuse du « socialisme scientifique ». On signalait son impuissance à redresser la situation économique, en constante dégradation depuis le brutal réveil de 1975, qui avait suivi une année d'euphorie provoquée par une hausse des revenus pétroliers. En novembre 1976, lors de la conférence du parti, promise depuis un an, le chef de l'Etat avait été mis en minorité. Il avait redressé la barre en éliminant l'objet du vote des délégués à une série de motions de principes. Mais l'échecance prochaine du troisième congrès extraordinaire du parti s'annonçait plus redoutable. Nul n'aurait pu, cette fois, rejeter l'assaut de ses adversaires ? Certains proches du président, Nordistes pour la plupart, attirés à la perspective d'une nouvelle donne, n'ont-ils pas, par instinct de conservation politique, choisi de précipiter les choses ? Ont-ils inspiré l'assassinat, armés des hommes de main ou, informés, auraient-ils laissé simplement l'opération suivre son cours ?

En tout cas, l'audience accordée le 3 mars à M. Massamba-Debat par le commandant Nguabi, suivie d'un commentaire élogieux rendant hommage à un « certain de la conscience nationale », n'a pu qu'alarmer tous ceux qui craignaient que les personnalités du Sud et du Centre (d'ethnies kisi et bakongo) soient, à la suite de cette consultation d'un « sage », plus largement associées à la conduite des affaires. Paradoxalement, le commandant Nguabi n'avait-il pas incité ses rivaux à agir en affirmant dans son dernier discours que « le pouvoir ne se donne pas, il s'exerce » ?

La mort du cardinal Biayenda

Le meurtre du cardinal Emile Biayenda, archevêque de Brazzaville, n'est pas la conséquence indirecte de celui du président, recèle moins d'éléments troublants. Le vicaire général Badia, principal collaborateur du cardinal et dernier témoin à avoir vu en vie, a avoué devant nous la thèse officielle selon laquelle les meurtriers, « proches parents » du commandant Nguabi, ont agi « en vue d'un réajustement de l'Église », persuadés que le prélat, dernière personnalité reçue par le président, lui avait été « une nuisance » spirituelle et magique. Cet enterrement, en fait, portait sur une affaire mineure. Le président souhaitait voir l'Etat acquiescer un terrain appartenant à un ordre religieux en vue de l'agrandissement du collège Patrice-Lumumba. Il avait convoqué le cardinal pour obtenir son aval.

Après la mort du commandant Nguabi, les chefs des quatre Eglises du Congo (catholiques, évangéliques, armées du salut et kibanguistes) décidèrent d'adresser un message commun de condoléances au comité militaire du parti. Le cardinal travaillait à sa rédaction, le 22 mars, vers 15 heures, lorsque plusieurs individus en uniforme vinrent à l'archevêché le prier de ne pas quitter les lieux en attendant qu'on vienne le chercher, car « un membre du comité militaire des contacts politiques, recevant certaines personnalités dans sa modeste résidence de Boko, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Brassaville, n'a rien d'étonnant. Qu'il soit resté partisan de l'instauration au Congo d'un « socialisme bantou », inclination dont il ne faisait pas mystère, est également vraisemblable. A-t-il pour autant pris la tête d'un « complot » visant à abattre le régime et, qui plus est, composé dans le moindre détail la

Le vicaire général perdit de vue la Land-Rover, en raison de la circulation, intense à cette heure. Il se rendit toutefois à l'adresse indiquée. Il n'y avait personne. Une heure plus tard, la « suite » jeep envoyée par le comité militaire du parti arrivait à l'archevêché pour emmener le cardinal. Celui-ci était sans doute déjà mort.

Le comité militaire prit immédiatement en main l'organisation des recherches. A 8 heures du matin, les assassins étaient retrouvés. Ils avaient rapidement avoir conduit le cardinal sur la « route du Nord » avant d'abandonner la Land-Rover, en route vers le cimetière d'Italo, à 17 kilomètres de Brassaville. Le corps portait trois blessures, mais n'était pas mutilé. Le 27 mars, jour des obsèques, huit membres de la famille du président Nguabi vinrent présenter leurs condoléances au vicaire général. Le 28 mars, les autorités annoncèrent l'exécution des deux assassins, Dominique Owando et Maurice Konde. Six de leurs complices furent condamnés à des peines d'emprisonnement.

Apparemment désemparés par ce nouveau meurtre, craignant une réaction brutale des catholiques, en majorité sudistes, les dirigeants militaires demandèrent de façon pressante au vicaire général Badia de prêcher l'apaisement et la réconciliation nationale. Ce qu'il fit, le dimanche suivant, du haut de la chaire de sa cathédrale.

JEAN-PIERRE LANGELE.

MIKIS THEODORAKIS
CHANTE POUR CHYPRE

vendredi 22 avril 1977 à 20 h 45
Mutualité
Prix 25 F et 20 F
Lds. Mutualité, Oudart, 3 FRAG, CROUS.



EUROPARTENAIRES

le groupe bancaire international pour vos affaires dans le monde.

CREDIT LYONNAIS

et ses partenaires

BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK

notre carré

La modernisation des immeubles anciens, était prêt à être appliquée. (Dans les années 60, il n'y avait pas de loi sur la protection des monuments historiques.)

Les vrais Francfortois, les habitants de la municipalité étaient un peu plus réservés à l'égard de l'extérieur. Ils ne voulaient pas que sa réputation soit ternie par la capitale politique. Elle abritait le couronnement d'Adolf Hitler, et, en 1933, elle fut le siège de la conférence de Francfort sur la dénazification de l'Allemagne. Elle fut la seule, sans l'aide de la République fédérale économique et financière, à ne pas être occupée par l'Armée rouge en 1945. Elle fut la seule, en Europe, à ne pas être occupée par l'Armée rouge en 1945.

La criminalité y est la plus faible d'Allemagne, mais encore trois fois plus élevée que dans les autres grandes villes allemandes. La ville est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale. La situation de Francfort est la plus sûre de la République fédérale.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

TOUT EN ACCEPTANT D'AMÉNAGER SON STATUT Le gouvernement rejette les revendications de la communauté métisse portant sur l'apartheid

Le Cap. — « Le gouvernement a rejeté les points principaux... ». Le gouvernement a dit oui à la plupart des propositions de la commission Theron : bouteille à moitié vide, bouteille à moitié pleine, telles sont les réactions opposées de la presse, des Blancs et des Métis en Afrique du Sud, après dépôt cette semaine devant le Parlement du Cap du Livre blanc sur l'amélioration du sort des Métis.

Son origine ramonte à plusieurs années. En 1972 M. John Vorster, premier ministre, annonce qu'une commission allait être créée pour enquêter sur l'évolution de la communauté métisse depuis 1960. En 1973 fut publiée la liste des membres de cette commission. Celle-ci, dirigée par le professeur Erika Theron, ancienne enseignante à l'université africaine de Stellenbosch, rassembla pour la première fois dans le pays quatorze Blancs et six Métis. Elle travailla pendant trois ans et rédigea un volumineux rapport de cinq cent soixante-seize pages comprenant cent soixante-dix-huit recommandations. Son contenu fit l'effet d'une bombe : il révélait que le sort des Métis était terriblement défectueux et mettait l'accent sur un profond sentiment de frustration dans une communauté pourtant considérée

De notre correspondante

comme favorisée par rapport aux Indiens et aux Africains. La lenteur dont le gouvernement fit preuve avant de réagir à ce rapport déclencha de nombreuses critiques, principalement dans la presse anglophone. Aujourd'hui, le gouvernement donne enfin sa réponse. En majorité les recommandations sont retenues, mais un choix sévère est opéré. Toutes celles qui mettent en danger, à plus ou moins long terme, la politique du développement séparé sont purement et simplement rejetées. Les autres dont le but est d'améliorer les conditions de vie, d'accorder plus d'aide et de laisser plus d'initiative aux individus à l'intérieur de leur communauté, seront étudiées ou acceptées.

Ainsi, le gouvernement de M. Vorster estime que « les différences de salaire et les disparités dans les conditions de travail (entre Blancs et Métis) devraient être éliminées aussi vite que possible, lorsque le travail, les qualifications, l'expérience, le mérite et l'efficacité sont les mêmes ». Il accepte, par ailleurs, l'ouverture progressive des lieux publics, mais « de façon sélective et là où les mesures de restriction ne

sont plus nécessaires ». La plage de la ville du Cap entre dans cette catégorie. Il prévoit d'accroître le nombre de toilettes et de restaurants pour Métis dans les villas blanches.

Bien que réaffirmant « l'importance » de la loi préservant certains emplois aux Blancs « pour la stabilité et la prospérité économique », le Livre blanc estime que son abolition « pourrait être prise en considération ». Déjà la ministre du travail a demandé à l'Industrial Court d'étudier l'impact de cette loi sur la situation des Métis. Les syndicats — en général très conservateurs en Afrique du Sud — seront également consultés.

Les lois qui assurent le tonnement de l'apartheid ne sont pas touchées : *Mixed marriages act* et *Immorality act*, qui interdisent toute relation interraciale avec ou sans mariage, demeurent en vigueur. Et il n'est pas question d'assurer une représentation métisse au Parlement des Blancs.

Le gouvernement refuse de rendre aux Métis le vieux quartier de District Six, situé au plein centre du Cap et déclaré zone blanche bien qu'il soit toujours considéré comme le cœur de la communauté. Poètes, artistes, politiciens, Blancs et Métis, luttent depuis plusieurs années contre sa destruction. Il leur accorde en revanche Woodstock et Salt River, quartiers très à l'écart des lieux de travail et acceptés de leur ouvrir les zones industrielles. Dès le jeudi 14 avril, le gouvernement a présenté une loi au Parlement permettant aux Métis, ainsi qu'aux Indiens, d'y acheter des terres.

« De petites concessions »

Alors que la majorité des membres de la commission Theron estimait que les Métis devaient pouvoir adhérer aux organisations culturelles blanches, car « leurs cultures sont semblables », les « discriminations raciales et de frustration », le gouvernement préfère se rendre à l'avis de la minorité, qui, au contraire, préconise la création d'un conseil distinct pour les affaires culturelles métisses. De même, il rejette la proposition d'ouvrir les universités blanches aux Métis, arguant qu'elle porterait préjudice au développement de l'université métisse du Western Cape.

Si différents journaux africains considéraient le document comme « plein d'espoir », il se trouve qualifié par les membres du parti nationaliste pour le juger insuffisant. Le député nationaliste M. Piet Marais a ainsi suggéré, jeudi, que l'on pourrait accorder au parlement une « représentation blanche » aux Métis.

« Ce serait encourageant pour les personnes concernées si l'on pouvait dire que le Livre blanc du gouvernement marque une nouvelle ère dans les relations raciales de la République », écrit un éditorialiste du Cape Times. Malheureusement, on ne peut pas.

Pour l'opposition parlementaire, le rapport est évasif, et dans beaucoup de domaines l'envisage que des changements insignifiants. Si le parti fédéral métis réserve ses commentaires, le parti travailliste ne cache pas son opposition. Son président, le Révérend Allan Hendrickse, souligne que toutes les barrières raciales, économiques et politiques continuent d'exister. « La plupart des recommandations retenues comportent les mots « devraient être éliminées », « devraient être éliminées » et non pas « seront... En ce qui nous concerne, la Commission Theron aura été une perte de temps et d'argent ».

M. David Curry, un des chefs de ce parti, estime que « les Métis ne sont pas intéressés par ces petites concessions... Le gouvernement continue à penser qu'il peut résoudre le dilemme à travers le développement séparé. Celui-ci ne peut être revu que sur une base nationale, la seule solution est la convocation d'une convention nationale avec des représentants de tous les groupes raciaux ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Rhodésie

APRÈS LE VOYAGE DE M. DAVID OWEN

Washington est prêt à parrainer une nouvelle conférence

De notre correspondant en Afrique australe

Nairobi. — Le voyage en Afrique australe de M. David Owen, pour tenter de « débloquent » la négociation du conflit rhodésien, se solda par un succès assez limité, si l'on s'en tient au « scepticisme » avoué par le secrétaire au Foreign Office lui-même. Après une escale surprise à Luanda, dimanche 17 avril, pour y rencontrer le président Neto, M. Owen a regagné Londres via Lagos. Il s'était auparavant rendu tout à fait à l'improviste au Mozambique, en République Soudanaise, au Botswana, en Zambie et en Rhodésie.

Dans l'attente d'éventuels résultats du « sommet » des cinq chefs d'Etat de la « ligne de front », réuni ce lundi à Luanda, cette nouvelle « navette » diplomatique britannique semble avoir surtout donné quelques éclaircissements sur les intentions des Anglo-Saxons. Les Etats-Unis se disent désormais prêts à parrainer une conférence sur la Rhodésie, convoquée par la Grande-Bretagne, présidée par le secrétaire au Foreign Office en personne et dont les travaux se tiendraient de préférence à Londres, en juin ou en juillet prochains.

Il faudrait « bien davantage » pour relancer la négociation, ainsi que l'a déclaré samedi M. Smith à l'issue de son deuxième entretien, à Salisbury cette fois, avec M. Owen. Le lendemain, après son entrevue avec le président angolais, le secrétaire au Foreign Office a reconnu « partager un scepticisme » assez général, et ajouté qu'il n'était pas question de demander au Front patriotique d'abandonner la lutte armée tant que des garanties sérieuses de voir la majorité accéder au pouvoir ne lui seraient pas données.

M. Owen a eu beau juger sa deuxième rencontre avec le premier ministre rhodésien « plus constructive » que la première

laquelle avait eu lieu trois jours plus tôt en Afrique du Sud — les obstacles à la réunion d'une conférence sur la Rhodésie n'ont pas été levés. Les représentants de la guérilla continuent de réclamer une négociation bilatérale avec Londres, ce que M. Owen juge « inacceptable », et ce dont M. Smith ne veut pas, bien entendu, entendre parler.

Selon le secrétaire aux Relations Office, sa mission n'a pas été inutile car les cinq présidents africains des pays de la « ligne de front » lui ont dit que cet effort n'était pas incompatible avec leur décision de continuer d'appuyer la lutte armée. D'un autre côté, M. Owen a vu, en l'espèce de six jours, pratiquement tous les dirigeants les plus directement concernés par le conflit, y compris le premier ministre sud-africain, M. John Vorster.

Le « sommet » de Luanda coïncide avec le congrès du Front rhodésien de M. Smith, lequel ne paraît pas désireux de se prononcer en faveur de l'accession de la Rhodésie à l'indépendance en 1978, comme le souhaite M. Owen. Le retour à Londres du secrétaire au Foreign Office doit être suivi, par un échange de vues avec Washington sur une mission qui, pour la première fois depuis six ans, a conduit un chef de la diplomatie britannique en Rhodésie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Des coups de feu et des tirs de mortier ont été échangés, dimanche 17 avril, entre des éléments de l'armée zambienne et des forces de sécurité rhodésiennes à la frontière occidentale de la Rhodésie, dans la région de Kasungu, a annoncé un communiqué officiel à Salisbury. (A.F.P.)

LE CONFLIT ZAÏROIS

Le contingent marocain au Shaba est engagé dans des « combats meurtriers », selon l'agence Zaire-Presse

Le corps expéditionnaire marocain, opérationnel depuis vendredi, a commencé à combattre samedi 18 avril, aux côtés des forces zaïroises, à l'annonce, dimanche, l'agence officielle Zaire-Presse (ZAP). Il participe à la contre-offensive déclenchée par l'armée de Kinshasa et aurait fait mouvement vers le « front ».

L'ZAP précise que « les combats ont été meurtriers de part et d'autre et que les mercenaires ont subi des pertes particulièrement lourdes en hommes et en matériel ». L'agence indique toutefois que « bien avant l'arrivée des troupes marocaines, les forces armées zaïroises ont réussi, dans la nuit de mercredi à jeudi, à repousser à 20 kilomètres de leur position initiale les agresseurs venus d'Angola ».

De son côté, la radio zaïroise a annoncé qu'un prisonnier avait été fait parmi les forces adverses et que son interrogatoire pourrait révéler très révélateur.

« Ensuite, nous estimons que la France s'engage là dans un processus dangereux, contraire à l'intérêt national et qui peut avoir des suites. C'est une raison supplémentaire pour ne pas aller dans cette voie ».

Enfin, le président de la République a outrepassé ses droits. Il apparaît même que les ministres des affaires étrangères des pays membres de la Communauté ont été informés avant le gouvernement français. Quant au Parlement, n'en parlons pas ! Il y a là une violation flagrante de la Constitution, qui prévoit que c'est le gouvernement qui conduit les affaires de la nation. Le président de la République a donc outrepassé ses droits ».

« A RABAT, le sous-secrétaire américain aux affaires politiques, M. Habib, a déclaré samedi, après avoir été reçu par le roi Hassan II, que « les Etats-Unis avaient envoyé au Zaïre pour

15 millions de dollars de matériel, de rations, de pièces de rechange, mais pas d'armes », et qu'« ils continueront à soutenir ce gouvernement et à soutenir l'usage », nous indique notre correspondant Louis Gravier. D'autre part, le ministre marocain de l'Information a démenti catégoriquement certaines allégations de la presse étrangère selon lesquelles « des soldats du contingent marocain au Zaïre se seraient livrés à des actes inqualifiables, indignes de tout soldat ».

Cette allusion semble viser l'article du Washington Post faisant état du meurtre de deux enfants zaïrois par trois militaires chiliens (le Monde daté 17-18 avril).

M. MARCHAIS : le président de la République a outrepassé ses droits.

M. CARTER : les Cubains ont « stabilisé » l'Angola

« A WASHINGTON, le président Carter, recevant, vendredi 15 avril, un groupe de journalistes, a annoncé qu'il avait demandé au vice-président Mondale de se pencher particulièrement sur les questions africaines ».

M. Carter a apporté son soutien à M. Young, représentant américain à l'ONU, au sujet des déclarations de ce dernier concernant l'intervention cubaine en Angola : « Il est exact, a-t-il dit, que la venue des troupes cubaines, forces militaires disciplinées, a aidé au rétablissement de l'ordre et qu'elle a évidemment stabilisé la situation ».

« A MOSCOU. — La Pravda écrit, ce lundi, que « le conflit au Zaïre peut et doit être réglé par son propre peuple sans aucune intervention étrangère, car un danger pour la paix mondiale menace de s'installer au centre de l'Afrique »... (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

Réunis à Amsterdam

Les représentants de l'Internationale socialiste confient à M. Palme une mission d'information en Afrique

De notre correspondant

pays de l'Est et de l'Union soviétique.

Il faut toujours rechercher le débat avec les eurocommunistes, ont estimé les membres de l'Internationale socialiste, mais plutôt pour marquer les différences des eurocommunistes avec Moscou, comme l'a demandé explicitement M. Callaghan, qui pour essayer d'avoir une ligne commune avec eux.

L'intervention de M. Defferre

Le P.S. français s'est également tenu à l'écart de ce débat et participe dans l'assistance à la pose du problème de l'union de la gauche en France, comme cela s'était produit il y a un peu plus d'un an à Helsingør, au Danemark. M. Gaston Defferre, qui conduisait la délégation française, en remplacement de M. Mitterrand, retenu en France pour des raisons de famille, s'est borné à parler de la situation du Zaïre et de l'initiative prise par le gouvernement français pour aider le Maroc et le Zaïre. Il a estimé que cette décision était une opération de politique intérieure.

Dans l'hypothèse actuelle des choses, l'Internationale socialiste, a conclu M. Defferre, devrait se saisir du problème africain et proposer une conférence sur ce sujet. Cette demande n'a guère trouvé d'écho. Mais il a été décidé de confier une mission d'information à M. Palme (Suède).

Les craintes à propos de l'Afrique ont pesé lourdement sur la conférence. M. Igal Alon, notamment, s'est inquiété d'une expansion soviétique sur ce continent. M. Callaghan, pour sa part, devait souligner l'« indivisibilité de la dette ». Selon lui, il ne pouvait y avoir de réelle stabilité en Europe si l'équilibre politique en Afrique se trouvait bouleversé. Le premier ministre portugais, M. Mario Soares, a exprimé les mêmes craintes et ajouté qu'en Espagne comme au

Portugal, et en Angola comme au Mozambique, le concept de « démocratie populaire » n'avait pu s'imposer.

D'une façon générale, tous les participants à la réunion d'Amsterdam se sont montrés réalistes en ce qui concerne les résultats à attendre de la conférence de Belgrade. Même les Néerlandais et les Suédois, les plus durs, ne sont pas prêts à faire de Belgrade « une sorte de tribunal ». Chacun sait que sans un climat de détente il est vain d'espérer aborder les droits de l'homme ; personne ne veut revenir à la période précédant la détente. Bien évidemment, la nouvelle politique de M. Carter dans ce domaine devait poser un problème aux dirigeants socialistes. Bien que le premier ministre néerlandais (qui, lui, a reçu M. Amalric) se soit montré d'accord au fond avec la ligne nouvelle de l'administration américaine, beaucoup de « grands », tel le chancelier Schmidt, ont mis leurs partenaires en garde contre une politique humanitaire qui pourrait se révéler trop « déstabilisante ».

Le même M. Schmidt a estimé que désormais le plus grand danger pour la stabilité politique réside dans la crise économique et l'incapacité actuelle des pays industrialisés de l'Occident ou de l'Europe de l'Est à s'entendre avec le tiers-monde. Selon lui, donc, les pays industrialisés de l'Est devraient apporter une aide accrue au tiers-monde et ne pas se borner « à leur envoyer des armes ».

Tout le monde s'est finalement tombé d'accord à Amsterdam pour considérer l'équilibre militaire comme la condition sine qua non de la poursuite de la détente. Le ministre néerlandais des affaires étrangères a proposé, compte tenu de la nouvelle politique de l'énergie atomique du président Carter, de préparer un « forum de l'énergie ». Il faudrait, a-t-il dit, une administration internationale du plutonium. Ce fut, a dit M. Callaghan, « le sujet le plus important » discuté à Amsterdam.

MARTIN VAN TRAA.

ET L'AIDE LOGISTIQUE

Les Cu

POINT DE VUE

Le second pays francophone du monde

La situation économique du Zaïre est très préoccupante. Les réserves de change sont épuisées, les importations de biens de consommation sont bloquées, la production industrielle est en chute libre. Le gouvernement zaïrois a tenté de résoudre ces problèmes en lançant une campagne de réformes économiques. Mais les résultats sont incertains. Le pays a besoin d'une aide internationale pour surmonter ces difficultés.

Le second pays francophone du monde

Le Zaïre est le second pays francophone du monde. Sa population est de plus de 20 millions d'habitants. Le français est la langue officielle. Le pays a une grande diversité ethnique et culturelle. Les relations avec la France sont très importantes.

Le Zaïre est un pays en développement. L'économie est principalement basée sur l'agriculture et l'exploitation minière. Le pays a besoin d'investissement étranger pour développer son économie. Les relations avec la France sont très importantes.

Le Zaïre est un pays en développement. L'économie est principalement basée sur l'agriculture et l'exploitation minière. Le pays a besoin d'investissement étranger pour développer son économie. Les relations avec la France sont très importantes.

Le signe de l'unité

L'indépendance, le développement, la coopération et le dialogue sont les thèmes principaux de la politique étrangère du Zaïre. Le pays cherche à établir de bonnes relations avec tous les pays du monde.

Le français est la langue officielle du Zaïre. Le pays a une grande diversité ethnique et culturelle. Les relations avec la France sont très importantes.

LANGUE STUD

Pour vraiment parler une autre langue

GROUPE V

Informations sur les cours de langue. Les cours sont donnés par des professeurs expérimentés. Les étudiants peuvent choisir entre plusieurs langues.

viens de paraître

les socialistes et le tiers-monde

éléments pour une politique socialiste de relations avec le tiers-monde

par la Commission Nationale Tiers-Monde du Parti Socialiste

1 vol. 252 pages 33 F

dans la collection "Tiers-Monde en marche"

Rappel dans la collection "Tiers-Monde en marche" : relations internationales du Tiers-Monde par Edmond Jouve 1 vol. 478 pages 130 F

EDITIONS BERGER-LEVRULT

PRIME VOUS OFFRE LA "PORTE" TIME SHARING POUR MOINS DE 3000 F PAR MOIS.

PRIME

LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

9-11, rue Benoît-Malon - 92150 Suresnes - Tél. 772.91.92

PRIME : LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL.

PRIME

9-11, rue Benoît-Malon - 92150 Suresnes - Tél. 772.91.92

مَكْذَا مِنَ الْأَصْلِ

AU « CARREFOUR SOCIALISTE » DU CLUB LOUISE-MICHEL

Le programme commun contient des contradictions sur la question des licenciements

DÉCLARE M. GASTON DEFFERRE

La politique économique de l'union de la gauche et la construction européenne ont été les principaux sujets abordés par les représentants du parti communiste et du mouvement radical de gauche qui se sont rencontrés, samedi 16 avril, à l'Assemblée nationale pour un « carrefour socialiste » organisé par le club Louise-Michel (1). C'est en effet ce club, qui a soutenu la candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1974, qui a organisé l'événement.

Commentant les principales idées du chapitre de son livre (2), M. Defferre a particulièrement insisté sur les contradictions, au sein de l'union de la gauche, à l'égard des élections, notamment au pouvoir.

« Il y a une contradiction fondamentale », a-t-il déclaré, « entre la volonté de la gauche de mener à bien la construction européenne et la nécessité de mener à bien la transition démocratique en France. »

Quant aux élections législatives, dont la perspective a naturellement dominé les interventions, M. François Luchaire, membre du bureau national du M.R.G., a insisté sur la nécessité pour le P.S. de se rencontrer avant le 1^{er} juillet afin de désigner des candidats communs à des comités d'union pour les soutenir.

Commentant les principales idées du chapitre de son livre (2), M. Defferre a particulièrement insisté sur les contradictions, au sein de l'union de la gauche, à l'égard des élections, notamment au pouvoir.

« Il y a une contradiction fondamentale », a-t-il déclaré, « entre la volonté de la gauche de mener à bien la construction européenne et la nécessité de mener à bien la transition démocratique en France. »

Quant aux élections législatives, dont la perspective a naturellement dominé les interventions, M. François Luchaire, membre du bureau national du M.R.G., a insisté sur la nécessité pour le P.S. de se rencontrer avant le 1^{er} juillet afin de désigner des candidats communs à des comités d'union pour les soutenir.

Quant aux élections législatives, dont la perspective a naturellement dominé les interventions, M. François Luchaire, membre du bureau national du M.R.G., a insisté sur la nécessité pour le P.S. de se rencontrer avant le 1^{er} juillet afin de désigner des candidats communs à des comités d'union pour les soutenir.

Commentant les principales idées du chapitre de son livre (2), M. Defferre a particulièrement insisté sur les contradictions, au sein de l'union de la gauche, à l'égard des élections, notamment au pouvoir.

« Il y a une contradiction fondamentale », a-t-il déclaré, « entre la volonté de la gauche de mener à bien la construction européenne et la nécessité de mener à bien la transition démocratique en France. »

Quant aux élections législatives, dont la perspective a naturellement dominé les interventions, M. François Luchaire, membre du bureau national du M.R.G., a insisté sur la nécessité pour le P.S. de se rencontrer avant le 1^{er} juillet afin de désigner des candidats communs à des comités d'union pour les soutenir.

Quant aux élections législatives, dont la perspective a naturellement dominé les interventions, M. François Luchaire, membre du bureau national du M.R.G., a insisté sur la nécessité pour le P.S. de se rencontrer avant le 1^{er} juillet afin de désigner des candidats communs à des comités d'union pour les soutenir.

LE PROGRAMME COMMUN ET LE DROIT AU TRAVAIL

Le droit au travail et la réglementation du licenciement ont été évoqués à trois reprises dans le Programme commun de la gauche. Dans la première partie, chapitre premier, paragraphe 3, on lit :

« La législation législative du travail abolira la discrimination de l'employeur. Toute décision de licenciement devra être motivée et devra être prise, sans possibilité de suspension devant les juridictions du travail. L'Etat devra garantir l'emploi. Le licenciement sera accompagné d'une indemnité proportionnelle à l'ancienneté de l'employé. Les conditions d'indemnité seront fixées par la loi. »

Enfin, le paragraphe de l'annexe ajoutée au texte initial à la demande du Mouvement du Club Louise-Michel, précise :

« Le droit au travail sera garanti après l'adoption de la loi sur la politique de l'emploi. Les conditions d'indemnité de fonctionnement des petites et moyennes entreprises. »

Les pouvoirs du Parlement européen

Évoquant le « raisonnement » de la gauche sur le Parlement européen, M. Georges Spénale, député du Tarn (P.S.), ancien président et actuel vice-président du Parlement européen, a insisté sur la nécessité de donner au Parlement européen des pouvoirs réels en matière budgétaire, qu'elle soit « modeste » ou « importante ». Il faut aussi donner au Parlement européen un rôle plus efficace, par exemple en imposant une procédure de vote plus stricte. Il faut aussi donner au Parlement européen un rôle plus efficace, par exemple en imposant une procédure de vote plus stricte. Il faut aussi donner au Parlement européen un rôle plus efficace, par exemple en imposant une procédure de vote plus stricte.

Une autre raison d'aimer notre style: son prix.



Galerias Lafayette
Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

révisée à nos bureaux à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- * Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- * Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- * Une chronologie des événements.

5, rue Italienne, 75001 PARIS CEDEX 1
Téléphone : 01-42-36-36-36

JEUNESSE

Les associations de jeunes Russes émigrés comptent près d'un millier de membres

Le bouffon de sonnet, ils attendent au garde-à-vous, en uniforme, que les trois couleurs montent au haut du drapeau. Mais dans la clairière, le cérémonial s'arrête. Un autre drapeau, blanc, bleu, rouge, est hissé. Les jeunes Russes émigrés, on ne le trouve plus guère que chez les antiquaires. Enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants d'émigrés, quelques-uns ont été, dans leur propre organisation, distincte des Scouts de France, la France, pour eux, n'est qu'une seconde langue, le balalaïka, le remède à la guêpe, à l'heure de la sieste, le chant de patrouille. Olga, une jeune fille, explique, un bon moyen de se retrouver, pour les Russes, c'est de se retrouver pour initier les plus jeunes à la culture, à l'éducation, à la géographie, à la langue.

Les Russes, liés à l'organisation internationale, ont été créés en 1908. Lorsque la guerre a éclaté, ils ont été dissous. Beaucoup ont combattu dans les rangs de l'armée blanche et la plupart ont été exilés. Les cadres de la jeunesse communiste, en exil, devenus un moyen privilégié de maintenir le lien entre la Russie, que le mouvement fait sentir par ses activités culturelles, et la Russie soviétique. Les Russes, qui comptent, en France, cent cinquante jeunes, concentrent leurs efforts sur les chants et danses folkloriques, le théâtre, la littérature russe.

En donnant des représentations de Gogol nous préparons l'avenir. Ce paradoxe, M. Morozov, secrétaire général de l'Action chrétienne des étudiants, le reprend à son compte. Les Russes qui dirigent 30 % des entreprises de l'industrie chimique de l'U.R.S.S. ont, dit-il, une mission orthodoxe, et surtout, ils ont une mission religieuse.

Les plus jeunes d'entre eux ont sept ans et apprennent le catéchisme. Les plus âgés ont formé des équipes de travail et tentent de répondre à l'idéalisme marxiste en résolvant le problème du christianisme. Mais, à la différence de la Russie ou de l'U.R.S.S. qui se disent dynamiques, M. Morozov reconnaît que le christianisme est une religion qui ne peut que mourir.

Les Russes, qui comptent, en France, cent cinquante jeunes, concentrent leurs efforts sur les chants et danses folkloriques, le théâtre, la littérature russe.

QUATRE ORGANISATIONS

Il existe quatre organisations qui regroupent la jeunesse russe. Les Russes, qui comptent, en France, cent cinquante jeunes, concentrent leurs efforts sur les chants et danses folkloriques, le théâtre, la littérature russe.

LES RUSSO-RUSSES : une association de jeunes Russes, créée en 1928, elle est en contact avec l'U.R.S.S. et se consacre à la culture russe. Elle organise des soirées de chants et de danses folkloriques.

LES RUSSO-AMÉRICAINS : une association de jeunes Russes, créée en 1928, elle est en contact avec l'U.R.S.S. et se consacre à la culture russe. Elle organise des soirées de chants et de danses folkloriques.

LES RUSSO-ALLEMANDS : une association de jeunes Russes, créée en 1928, elle est en contact avec l'U.R.S.S. et se consacre à la culture russe. Elle organise des soirées de chants et de danses folkloriques.

LES RUSSO-ITALIENS : une association de jeunes Russes, créée en 1928, elle est en contact avec l'U.R.S.S. et se consacre à la culture russe. Elle organise des soirées de chants et de danses folkloriques.

MÉDECINE

AU COURS D'UN CONGRÈS A LA GRANDE-MOTTE

Les hôpitaux privés sans but lucratif souhaitent une meilleure définition de leur rôle

De notre correspondant

Montpellier. — Participer au service public, soit. Mais comment ? Telle est l'interrogation majeure qui ressort du congrès organisé à La Grande-Motte, près de Montpellier, par la Fédération des établissements hospitaliers privés (FEHAP) (1).

En particulier, la FEHAP souhaite que les établissements hospitaliers privés participent au service public hospitalier en recevant des subventions départementales ou régionales. Elle insiste sur le fait que ces établissements ont des obligations qui leur sont imposées, notamment en matière d'accueil des urgences. D'une manière plus générale, la Fédération souhaite que les établissements privés soient considérés par les instances administratives ou la Sécurité sociale comme des établissements publics, et qu'ils soient traités avec la même compréhension que les établissements publics.

Les établissements hospitaliers privés ont une préoccupation plus précise : les personnes âgées et les handicapés. Ils souhaitent que les pouvoirs publics prennent en compte les besoins de ces personnes et qu'ils soient traités avec la même compréhension que les établissements publics.

Avantage d'informations sur les établissements hospitaliers privés. Pour qui a trait aux établissements hospitaliers privés, la FEHAP est une référence. Elle organise des congrès, des séminaires, des colloques, et elle publie des revues. Elle est aussi une source d'informations pour les pouvoirs publics.

Notons que la FEHAP compte parmi ses membres des établissements hospitaliers privés de toutes tailles, de toutes régions, et de tous pays. Elle est aussi une source d'informations pour les pouvoirs publics.

S'exprimant au nom de la Fédération, M. Jean-Pierre Vell, directeur de la Sécurité sociale, a souligné le rôle des établissements hospitaliers privés dans le service public hospitalier.

Le congrès a été ouvert par M. Jean-Pierre Vell, directeur de la Sécurité sociale, qui a souligné le rôle des établissements hospitaliers privés dans le service public hospitalier.

réduction du temps de séjour hospitalier devrait faciliter la suppression des lits d'attente. Les congressistes se sont, en dernier lieu, inquiétés des toutes récentes mesures d'assainissement de la Sécurité sociale, annoncées par le gouvernement. Il s'agit là, ont-ils estimé, des mesures qui risquent d'être rapidement dépassées. Ils préconisent pour leur part des réformes de structure.

La Fédération estime d'autre part que l'augmentation des salaires des personnels de plus de soixante-cinq ans risque d'avoir des répercussions sur l'emploi des personnels âgés, et qu'il est de l'intérêt de continuer à travailler.

Les établissements hospitaliers privés ont aussi des préoccupations administratives. Ils souhaitent que les pouvoirs publics prennent en compte les besoins de ces établissements et qu'ils soient traités avec la même compréhension que les établissements publics.

Le congrès a été ouvert par M. Jean-Pierre Vell, directeur de la Sécurité sociale, qui a souligné le rôle des établissements hospitaliers privés dans le service public hospitalier.

Un militaire du 1^{er} régiment de dragons, stationné à La Grande-Motte, a été tué par un obus allemand.

part que l'augmentation des salaires des personnels de plus de soixante-cinq ans risque d'avoir des répercussions sur l'emploi des personnels âgés, et qu'il est de l'intérêt de continuer à travailler.

Les établissements hospitaliers privés ont aussi des préoccupations administratives. Ils souhaitent que les pouvoirs publics prennent en compte les besoins de ces établissements et qu'ils soient traités avec la même compréhension que les établissements publics.

Le congrès a été ouvert par M. Jean-Pierre Vell, directeur de la Sécurité sociale, qui a souligné le rôle des établissements hospitaliers privés dans le service public hospitalier.

Un militaire du 1^{er} régiment de dragons, stationné à La Grande-Motte, a été tué par un obus allemand.

Un militaire du 1^{er} régiment de dragons, stationné à La Grande-Motte, a été tué par un obus allemand.

CONSTRUCTION DE L'AVENIR

Le secrétariat d'Etat à la Santé

Le secrétaire d'Etat à la Santé, M. Jacques Foccart, a souligné le rôle des établissements hospitaliers privés dans le service public hospitalier. Il a souligné que ces établissements ont des obligations qui leur sont imposées, notamment en matière d'accueil des urgences. D'une manière plus générale, la Fédération souhaite que les établissements privés soient considérés par les instances administratives ou la Sécurité sociale comme des établissements publics, et qu'ils soient traités avec la même compréhension que les établissements publics.

La condition de développement

Le secrétaire d'Etat à la Santé, M. Jacques Foccart, a souligné le rôle des établissements hospitaliers privés dans le service public hospitalier. Il a souligné que ces établissements ont des obligations qui leur sont imposées, notamment en matière d'accueil des urgences. D'une manière plus générale, la Fédération souhaite que les établissements privés soient considérés par les instances administratives ou la Sécurité sociale comme des établissements publics, et qu'ils soient traités avec la même compréhension que les établissements publics.

10 000 FAMILLES FRANÇAISES COMPTENT SUR NOUS.

10 000 familles, l'équivalent d'une ville comme Epernay ou Aurillac. Unic, c'est d'abord cela. Les 10 000 personnes à qui nous donnons du travail et les familles qui en vivent.

Quand nous avons ouvert nos premiers ateliers, il y a 70 ans, nous ne pensions pas encore qu'Unic jouerait un si grand rôle dans la vie du pays.

Aujourd'hui, nous construisons 18 000 camions dans nos trois usines de Trappes, Bourbon-Lancy et Fourchambault. De 3,5 à 38 tonnes, les camions Unic réussissent dans tous les métiers - du service de voirie au transport long courrier, du travail de chantier à la livraison en ville.

Les milliers d'entreprises qui les utilisent pour leurs transports, les millions de consommateurs qui en dépendent pour leurs approvisionnements comptent sur eux.

Comme nos 10 000 familles.



Constructeur français de camions. Partenaire du Groupe européen Iveco.



les plus grandes marques

ARABEL CARDIN PLAGE LEONARD MAYO CLUB DANA COTE D'AZUR MIC-MAC SYMBIOSE

مكتبة من الأصل

Le recud de la question

« La France vit au-dessus de sa tête », telle est encore l'expression inspirant le débat sur le développement gouvernemental. Est-il vraiment possible de servir le bien-fondé d'une affirmation de ce genre en consacrant des ressources théoriques ? Les économistes ou météoristes, tout experts de la pluie, ne remètront à l'observation qu'il faut élargir le déficit de la France commerciale, et le déficit ne dépend plus qu'il se crée un rapport à l'offre et à la demande ; par conséquent, la relation relative n'est pas d'une politique.

La préférence de l'offre potentielle, du nombre de producteurs et des capacités de production, est le thème de la vue, y a-t-il politique ?

— plus scandaleuse, dit-on, que celle qui cherche à lui répondre à la demande à l'offre.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَرْضِ

Les conditions du plan acier

■ L'on se réfère au rapport du Plan, la France s'inscrivait en 1974 au dernier rang de l'Europe occidentale en ce qui concerne les heures de travail la semaine brute (10,83 heures) contre 7,72 pour l'Allemagne et 8,46 pour le Luxembourg, le mieux placé). Ce n'est pas faute d'avoir investi, puisque,

Un moratoire

Cette fois-ci, le langage du gouvernement est différent. La priorité est **de faire un retour à la compétitivité**. Les **salaires** ont en conséquence **été gelés** pour programmer une **réforme de la production**, des **suppressions d'emplois** et **des licenciements**. La puissance publique **doit assurer** une **partie** de **coûts** de **ces opérations**. En contrepartie, l'état entend limiter le **maximal** des **salaires** à **contrôler** au **niveau** et **à travers** les **groupes** qui **dirigent** les **firmes sidérurgiques** à **mettre** un **effort** **financier** pour **investir** et **aider** les **entreprises** à **simplifier** dans la **région touchée** par la **crise**. Les **salaires** **seront** **gelés** **à partir** du **1^{er} janvier** **1982** **et** **seront** **présentés** le **24 février**. Depuis **cette date**, les **négociations** — **difficiles**

PHILIPPE LABARDE.

Sortir de l'impasse

Le neud de la question

« La France vit-moyens » : telle fut, telle est encore la phrase-clic inspirant le plan de redressement gouvernemental. Est-il vraiment besoin d'insister sur la bien-entendue affirmation d'un péril en considérations théoriques ? Marxiste, keynésien ou monétariste, tout économiste bon foin ne remettra à l'ordre du jour l'outil commercial à moins que les Français dépensent plus qu'ils ne produisent. Il y a donc la demande qui réagit à la production. Mais quel rôle les partisans d'une politique de relance opposent à l'usage de la monnaie potentielle, à l'usage de la monnaie plus dévaluée du nombril ? La production détermine ce point de vue — y a-t-il politique plus aberrante — plus scandaleuse, diront certains — que celle qui cherche à limiter la demande au moment où l'on est sous-emploi ?

Encore faut-il préciser la notion de

Il n'est pas autrement des producteurs de biens de consommation, dont les effectifs ont sensiblement augmenté, mais qui n'ont pas progressé depuis 1974. Pour autant, le taux de marche des entreprises de biens de consommation a augmenté, ce qui est dû à la forte croissance de l'industrie de l'électronique, de l'électro-acoustique, de l'automobile, de l'emballage, etc. dans les industries de loisir.

Voilà donc le cœur du problème : la dégradation de la capacité de production des entreprises de biens de consommation, dans la quelle les pouvoirs publics, dont la politique économique, ont une responsabilité.

française en 1977, même ~~une~~ hypothèse d'un développement des hautes salaires nominales, ne pourrait que renforcer cette tendance, ~~détournant~~ d'autant notre compétitivité. Ce qui va directement à l'encontre des objectifs gouvernementaux.

Bien viser

Carcelle violente ?

Out, si l'on continue à raisonner sur les équilibres ~~glissants~~ ; non si l'on veut bien se reporter à l'analyse précédente


★ Président de l'Association française des économistes d'entreprises (AFEDU).

(Line 28 equals page 27.)

★★★★EN

METZ:
tél: (87) 74 57 27
tél: 03 72 71 02 71

NANCY:
tél: (76) 10 47 21
tél: 850036



P2048

RESERVATION CENTRALE PARIS

Ce qui permet la plus de distinguer la décision politique est la première analyse que celle qu'une analyse sérieuse de la situation impose à l'esprit. Imprévue, paros, que l'on ait dit, instruit une longue expérience de la puantillimité dirigeants : « Voilà qui serait faire, ce n'est politiquement pas possible ! » politique, au du terms, « pas » « réal- ce qui est - politiquement - « vulgaire » ce terms, «

Les plus déplorables des républicains (les débauchés), qui avait révélé aux autres le reste du monde, la vérité d'un en force de l'inflation. Tout si le président attendu la première par la publication et lui s'en conjonction pour que l'on se trompe sur son compte en attendant de lui politique « laxiste », il qu'une d'abstention n'est pas pour d'être à bien l'inflation. Le président ne

ORR LINE


sofitel
jacques
borel



35 HOTELS
657 11 43 TELEX 200432

★★★★ EN LORRAINE

METZ:
tél: (87) 74 57 27
tél: 87 74 57 27
NANCY:
tél: (76) 10 47 21
tél: 850036



35 HOTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 II 43 TELEX 200 432

Le Monde

une semaine avec la FRANCHE-COMTE

LES CINQ ANS DE LA RÉGION

A l'épreuve du quotidien

SUFFIT-IL que le législateur ait créé un conseil « régional » et un conseil économique et social, suffit-il qu'un préfet de « région » ait été nommé ?

La Franche-Comté, après cinq ans d'existence légale, est-elle autre chose qu'une simple institution institutionnelle et politique ?

« Il y a dix-huit mois, répondait, pour M. François Denel, directeur régional des affaires culturelles, par une approche humaine et humaine, par une « lecture » plus humaine et humaine aux élus, aux fonctionnaires, aux professionnels, ce qu'est pour eux la Franche-Comté ; enfin, par une analyse technique, économique et financière de la région. »

« Une région, c'est une réalité géographique, humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »

« La région, en effet, est une réalité humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »

« La région, en effet, est une réalité humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »

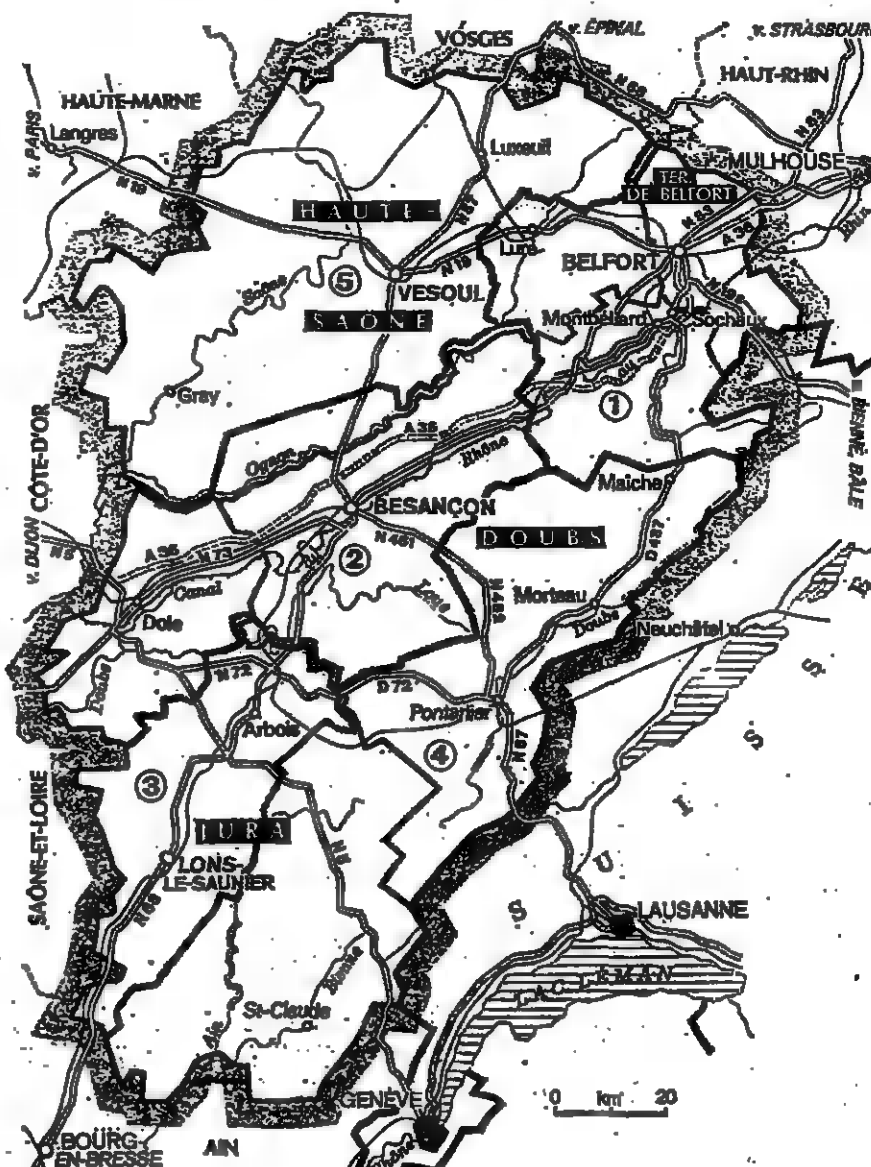
« La région, en effet, est une réalité humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »

« La région, en effet, est une réalité humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »

« La région, en effet, est une réalité humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »

« La région, en effet, est une réalité humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »

« La région, en effet, est une réalité humaine, économique, politique, culturelle, sociale, etc. »



Loin de Paris

La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ?

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

Changeons d'image...

LORSQUE l'on voit un paysage tropique, on imagine un pays chaud, ensoleillé, avec des palmiers et des plages de sable blanc.

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

Quatre départements, cinq pays

Les terres d'un peuple

À l'extrémité orientale de la France, une section de l'axe rhéno-rodanien, une région frontalière plus historique que naturelle.

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

FINANCIERE BOUVET PONSAR

UN GROUPE REGIONAL CONSACRE PRINCIPALEMENT AU BATIMENT ET AUX TRAVAUX PUBLICS QUI EMPLOIE 600 PERSONNES DONT 56 CADRES ET QUI A INVESTI 320 MILLIONS DE FRANCS EN 20 ANS (VALEURS D'ACQUISITION ACTUALISEES)

Membre du Groupe Bouvet Ponsar, la Financière Bouvet Ponsar est une société anonyme à capital variable, dont le siège est à Besançon.

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

« La Franche-Comté, cette région industrielle, homogène, proche de Paris, est-elle vraiment si éloignée de la capitale ? »

AUTOMOBILE

Ford à l'heure espagnole

L'activité de l'usine Ford, installée près de Valence (Espagne), reposera surtout sur l'exportation. Dès 1978, 220 000 voitures fabriquées en Espagne devraient être vendues en France et en Italie.

Valence. — Il était une fois un pays pauvre et fier. Après la guerre civile atroce, un long et vide économique, il décida que son industrie serait ou ne serait pas. Entendons-nous : il s'agissait de privilégier les techniques et capitaux étrangers ou les imbriquer très étroitement avec les intérêts locaux pour qu'ils perdent l'essentiel de leur caractère exogène. La conséquence fut une politique de fabrication sur le sol national, achat de licences, installation de grandes firmes industrielles étrangères dont la production se développait à l'abri d'une formidable barrière douanière.

C'est ainsi que, pour l'automobile, fut implanté Fiat à partir de 1954 dans la région de Barcelone. À cette époque, Renault entreprit de construire des véhicules à partir de pièces importées de Valladolid. Citroën s'installa dans la zone de Vigo. Ce n'est qu'à partir de 1964 que Simca-Chrysler et British Leyland commencèrent de produire. Les deux étaient considérés comme étrangers ; intégrés aux produits finis à 95 % environ de pièces d'origine espagnole. Un régime draconien dont les constructeurs s'accommodaient pourtant, car ils tiraient des bénéfices substantiels. Renault reconnaissait bien volontiers que sa filiale ibérique constituait le plus gros fleuron de sa couronne à l'étranger (le 10 novembre 1972). Les lois ne faisaient alors que l'Espagne pourrait devenir un des grands producteurs automobiles d'Europe.

Au même moment, le constructeur espagnol s'interrogeait sur sa stratégie européenne. La production de Renault et de Talus parviendrait-elle à saturer la clientèle européenne à partir de 1975 ? Les « futurologues » de la maison pensaient que non. Il fallait donc créer un centre d'assemblage nouveau, puisque les usines Ford en Europe produisaient déjà quelque 1 000 voitures par jour, cadence considérée optimale. Restait à savoir où installer la nouvelle usine. La société avait déjà développé ses activités industrielles au nord de l'Europe. Il convenait de rééquilibrer l'ensemble en s'implantant au sud. Pourquoi pas en Espagne ? Le pays était en plein décollage économique ; les investissements étrangers étaient considérables pour l'automobile ; la main-d'œuvre était abondante et disponible ; les possibilités d'exportation vers les autres pays méditerranéens étaient énormes.

Toutefois, la réglementation européenne ne permettait pas à la filiale de Detroit de bénéficier de la même liberté de mouvement que les autres usines. Dans ces conditions, la filiale ne pouvait espérer la même liberté de mouvement que les autres usines. Dans ces conditions, la filiale ne pouvait espérer la même liberté de mouvement que les autres usines.

mois tractations, un décret fut promulgué qui « baptisa » la substance, ce qui stipule que pour être autorisé à s'installer en Espagne, le constructeur devait produire deux tiers de sa production à l'exportation. Le constructeur devait également limiter ses ventes sur le marché espagnol à 10 % des immatriculations enregistrées dans le pays l'année précédente. En contrepartie, le constructeur était autorisé à limiter à 66 % le taux d'intégration des fournitures locales dans le produit fini. En outre, les droits de douane frappant les importations de machines-outils indispensables à la marche de l'usine seraient réduits à 5 % à condition que ces machines n'existent pas sur le marché espagnol. Enfin, la société, si elle était autorisée à importer entièrement ses composants, pourrait bénéficier de crédits à long terme.

De notre envoyé spécial

C'était « tout ça » pour Ford — qui a fait remarquer que les constructeurs pourraient bénéficier de ces dispositions. Mais voilà que la loi du Kippour édictait que le prix du pétrole quadruplait, que la crise économique frappait le plein de l'automobile. Ford n'allait-il pas abandonner ses projets espagnols ? Stail-il raisonnable, en effet, d'entreprendre un investissement de l'ordre d'un demi-milliard de dollars pour construire l'objet d'un coup de main au sein de l'industrie automobile d'urgence ?

En Amérique et en Europe, les services techniques de la firme mettaient la dernière main à un projet de petite voiture : la Fiesta. Le CV, certes, était anodin, mais le projet était ambitieux.

Un complexe ultra-moderne

Le 13 janvier 1974, les bâtiments pénètrent sur les champs d'oligona, les tomates, les vergers d'orange, 270 hectares achetés après les laborieux marchandages des marchands d'Almudesa, une grosse bourgade située à 14 kilomètres au sud de Valence. Le site a été choisi en raison de sa situation au creux d'un couloir de transport ferroviaire, en raison de la main-d'œuvre disponible, car la région est encore peu industrialisée. Mille jours plus tard, l'usine est achevée. Un des complexes les plus modernes d'Europe, assurément les spécialistes. Compte tenu des caractéristiques particulières (les bâtiments sont souvent en zigzag, les escaliers sont en zigzag, les escaliers sont en zigzag). Et les dirigeants de Ford-Espagne ont choisi l'architecture d'un atelier d'artisanat de l'atelier de peinture. L'usine se situe à quelques kilomètres seulement d'Albu-

fera, l'une des grandes réserves ornithologiques espagnoles, qui sont protégées et expliquent-ils. L'eau qui est une cuve de Ford est une « bonne » l'arrange.

Avec le vaste espagnol rigueur, M. Henry Ford II inaugure l'ensemble le 10 octobre 1974. Quel va être le rôle d'Almudesa dans la stratégie de la firme ? Detroit ? Fin 1977, lorsque l'usine fonctionnera à pleine capacité, elle emploiera quelque 1 000 personnes et indirectement 11 000 chez les sous-traitants ; elle produira 280 000 voitures par an et exportera 190 000 vers les deux autres zones d'assemblage situées, l'une à Sarrelouis (Allemagne), l'autre à Dagenham (Grande-Bretagne). Aux termes de la loi Ford, la firme ne pourra vendre que 22 000 voitures en Espagne en 1978.

Déjà les espagnols doivent patienter deux mois avant d'en recevoir livraison. M. Carl Levy, qui a pris en main la direction de Ford-Espagne, après s'être occupé de Ford-France, remarque que la « pénétration » de la firme est la « pénétration » de la firme.

Toutefois, les perspectives de développement de Ford en Espagne restent floues. Dans le cadre de la législation actuelle, jusqu'à 300 millions de dollars, la firme ne peut pas bénéficier de la déduction fiscale sur les investissements. La firme ne peut pas bénéficier de la déduction fiscale sur les investissements.

Le marché américain, qui paraît se redresser, ne devrait pas offrir de débouchés substantiels. La firme ne peut pas bénéficier de la déduction fiscale sur les investissements.

Le marché américain, qui paraît se redresser, ne devrait pas offrir de débouchés substantiels. La firme ne peut pas bénéficier de la déduction fiscale sur les investissements.

Le marché américain, qui paraît se redresser, ne devrait pas offrir de débouchés substantiels. La firme ne peut pas bénéficier de la déduction fiscale sur les investissements.

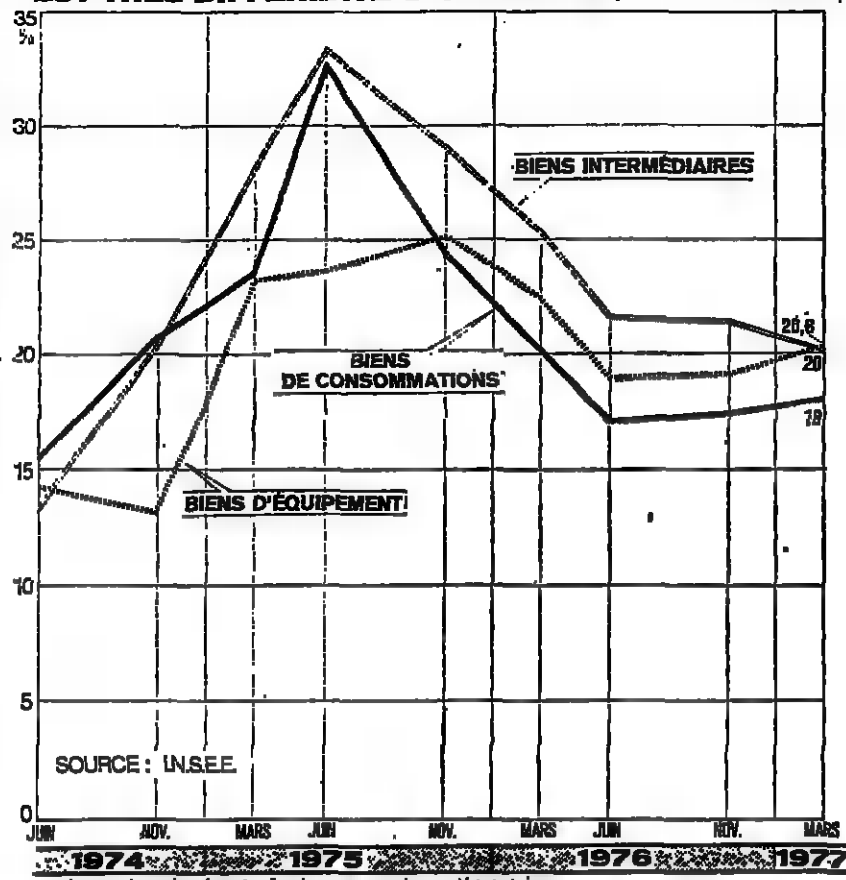
Le marché américain, qui paraît se redresser, ne devrait pas offrir de débouchés substantiels. La firme ne peut pas bénéficier de la déduction fiscale sur les investissements.

ALAIN GRAUDO.

CONJONCTURE

Sortir de l'impasse

LA MARGE DE CAPACITÉ DISPONIBLE EST TRÈS DIFFÉRENTE D'UN SECTEUR À L'AUTRE



SOURCE : INSEE

* avec embauche éventuelle de personnel supplémentaire

(Suite de la page 19.)

On peut constater que la mini-récession annoncée le 17 mars n'est pas contraire à deux idées reçues. D'abord, il n'y a pas d'injection de crédits supplémentaires dans le secteur. Ensuite, au moins en partie, par l'emprunt ; l'effet de levier risque d'être plus modeste qu'il n'a été annoncé. Enfin, surtout, ce n'est pas le sentiment que la doctrine gouvernementale sur l'orientation des investissements est imprécise, mais que reposent elle-même sur un diagnostic imprécis. Les ministères à se pencher à l'investissement et en particulier à sans préciser les points d'impact ; ce

faisant, on voit donc l'incertitude sur les effets d'une reprise que l'on souhaite et attend en même temps. De fait, si l'on veut ignorer la phénoménologie — la situation des industries de base et les besoins productifs de l'industrie de transformation — il n'y a guère de raison pour que la situation soit que la situation se dénoue. Alors que la simple référence à quelques données statistiques ne laisse indiquer que clairement la voie prioritaire : l'élargissement des capacités de production de biens de consommation. Ce n'est pas une affaire de préférence doctrinale, mais une affaire d'écologie politique. Une affaire d'analyse.

ALBERT MERLIN.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH



Division Engineering et Développement

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation produit en main d'une usine de liquéfaction de gaz naturel de 105 milliards de thermies/an à Skikda.

Le projet comprend :

- l'étude d'engineering et l'établissement des plans de construction,
- l'approvisionnement,
- la construction des unités de production, du stockage et expédition des utilités, des bâtiments et des routes,
- la mise en route,
- la formation professionnelle.

Les dossiers peuvent être retirés uniquement par les sociétés reconnues mondialement en matière de construction d'usine de liquéfaction de gaz naturel d'usines similaires, à partir du 25 mars 1977, contre paiement de la somme de 1.000 DA et présentation des références.

Chez SONATRACH Projet GNL-EST Skikda — zone industrielle — téléphone : 95-57-40. — Les soumissions doivent être adressées avant le 15 août 1977, à M. le vice-président, ENGINEERING et DÉVELOPPEMENT SONATRACH, 10, du Sahara - Hydra - ALGER, double enveloppe.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : OFFRE GNL-EST - SOUMISSION CONFIDENTIELLE - NE PAS OUVRIR.

crise de la prévision essor de la prospective

exemples et méthodes

une lecture de la crise énergétique

192 p. 45 F



FORMATION SUPÉRIEURE A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION

INTERNAT - CESA PROGRAMME DOCTORAL DE GESTION

L'INTERNAT est un programme de niveau doctoral en gestion, organisé par le Centre d'Enseignement Supérieur en Gestion et en Recherche (CESR) de l'Université de Paris, qui regroupe déjà l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC), l'Institut Supérieur des Etudes (ISE) et le Centre de Formation Continue (CFC).

Le programme est reconnu par le Ministère National pour l'Enseignement et la Recherche (MNER), pour l'objet de l'enseignement, les enseignants, les chercheurs et les étudiants dans le domaine de la gestion.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PROGRAMME :
— Un corps d'étudiants (thèse prévue pour l'année 1977-1978) ;
— Corps enseignant de haut niveau, parmi les 100 enseignants permanents du CESR ;
— Accent particulier sur la pratique et la recherche ;
— Curriculum individualisé adapté à chaque étudiant en fonction de ses intérêts et de ses besoins ;
— Parallèlement à leurs études au CESR, les étudiants peuvent préparer, dans une université, un diplôme de 3^e cycle ou un doctorat ;
— Au terme de leurs études, les étudiants du 3^e cycle ou les étudiants qui reçoivent un diplôme d'ancien interne du CESR.

CONDITIONS FINANCIÈRES : Les internes du CESR peuvent bénéficier, pendant la durée de leur thèse, de bourses ou de rétrocessions leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.

CONDITIONS DE CANDIDATURE : Les candidats doivent être détenteurs du 2^e cycle de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent, ou avoir acquis des connaissances équivalentes à celles requises pour l'admission à l'Internat. Les candidats doivent avoir acquis quelques années d'expérience professionnelle.

DÉLAI LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 10 juin 1977.

PLUS TOUTES INFORMATIONS : s'adresser à : D. LINDON, Internat - CESA, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas - Tél. : 01 39 00 00 00.

Pointe d'un vaste accord avec un américain, le groupe a pris ces dernières semaines des mesures ponctuelles. Une association avec l'anglais pour des études comparables, des points de vue, afin de voir dans la mesure les deux firmes pour répartir les tâches pour pour certains circuits intégrés avec Motorola, une licence à SISCOSEM puisse le fabriquer, le domaine des composants de société française SILEC.

[illegible][illegible]

Une fois que l'on a
 obtenu le résultat, on
 peut alors se
 rendre compte que
 l'opération est
 très simple et que
 l'on peut la faire
 avec un seul
 coup de crayon.
 On peut alors
 se rendre compte
 que l'opération est
 très simple et que
 l'on peut la faire
 avec un seul
 coup de crayon.
 On peut alors
 se rendre compte
 que l'opération est
 très simple et que
 l'on peut la faire
 avec un seul
 coup de crayon.
 On peut alors
 se rendre compte
 que l'opération est
 très simple et que
 l'on peut la faire
 avec un seul
 coup de crayon.

JEAN MICHEL QUARE

**ptent
e vie.**

confiance

des industries
meubles ses
à dessein

Le Catalogue
des marchandises de
France de Paris
France.

nufrance.

SECRET

Woolmark:
le meilleur de la laine.

Au nouveau rez-de-chaussée Brummell, toutes les grandes marques de pull-over sont réunies dans un nouveau décor. Chacune a sa boutique, chacune a son style. Au nouveau rez-de-chaussée Brummell, vous trouverez également une

boutique tee-shirt, une boutique style mann et style naturel ou les royales, le coton, l'ennui et la laine de pays, l'innocence, la vedette. Décidément, ce n'est pas encore demain que vous apprendrez à l'écouter.

B
Housmann

Brummell

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 1	La ligne 2
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,75
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	9,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	11,00

ANNONCES CLASSEES

	La ligne 1	La ligne 2
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	34,00
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,75
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

IFC La Société Financière Internationale

(Institution internationale) La Banque Mondiale pour l'économie et le développement et le financement des projets d'investissement dans le secteur privé des pays en développement.

La Société Financière Internationale recherche des candidats ayant au moins 5 années d'expérience en analyse et montage financier, programmes d'expansion industrielle, expérience de la direction de la gestion d'entreprises et du financement des projets en développement. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. La connaissance du français, de l'espagnol ou du portugais est souhaitable. La rémunération est d'environ 100 000 F par an. Les candidats sélectionnés.

Les candidats de candidature doivent être traités avec la plus grande discrétion et sont à envoyer à : International Finance Corporation, Finance Department (Ref. 77-4-00401), 1818 H Street NW, Washington DC 20433, USA.

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
recherche pour la construction d'un très important complexe au MOYEN-ORIENT

■ Ingénieurs de Travaux
30 ans minimum, possédant une expérience dans la construction d'équipements, acquise de préférence dans les chantiers industriels Outre-Mer.

■ Ingénieur "Contrôles de Construction"
Expérience en contrôles techniques d'ouvrages et de montage et d'inspection de matériel.

■ Ingénieur Sécurité
Ayant une responsabilité dans le domaine de l'hygiène et la sécurité du travail, la prévention des accidents, la sécurité des installations de préférence dans la construction.

Pour tous ces postes l'Anglais est indispensable.

Séjour sur site de 3 ans avec contrat, salaire et avantages liés à l'expatriation.

Pour recevoir des compléments d'information sur ces postes, les ingénieurs peuvent prendre contact par écrit ou par téléphone, leur adresse à Chilly (référence 318).

algos Association Lyonnaise d'Ingénieurs
Route de Champagne, 30 ECULLY.
Tél. (78) 33.14.30

Entreprise Internationale de Travaux Publics Routiers

la Côte-d'Ivoire

INGÉNIEUR MATÉRIEL

Ingénieur matériel, adjoint du chef d'une importante Agence, il sera chargé de la gestion et de l'approvisionnement des matériels et de leur entretien, ainsi que de l'atelier qui comporte quarante personnes.

Lieu de travail : ABIDJAN.

Avantages liés à l'expatriation.

Envoyer (photo, C.V., rémunération, etc.) à : L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui transmettra.

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL (SUISSE)
FACULTÉ DES LETTRES

Le poste d'un professeur titulaire est vacant. Le poste est à pourvoir.

PROFESSEUR ORDINAIRE DE LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le poste est à pourvoir. Le professeur titulaire sera chargé de l'enseignement de la littérature française au sein de la Faculté des Lettres.

Le traitement est de 120 000 F par an. Les avantages sont ceux de la fonction publique suisse.

Les candidats doivent être présentés par un C.V., un curriculum vitae et un dossier de références. Les dossiers doivent être envoyés à : Université de Neuchâtel, Château, 2001 Neuchâtel (Suisse), jusqu'au 31 mai 1977.

Très important GROUPE FRANÇAIS AYANT IMPLANTATIONS INTERNATIONALES

recherche pour l'effectuer à un SECTEUR ÉTRANGER (Afrique et Asie du Sud-Est)

INSPECTEUR COMPTABLE

GRANDE ÉCOLE OU DIPLOME DES COMPTABLES. Anglais courant. Ayant une expérience d'audit.

Responsable du service comptable d'une des implantations de la société, il aura en charge comme conseil juridique, financier et fiscal auprès des filiales et agences. Il aura la charge.

Le poste est basé à Paris (Quartier Défense) mais comporte environ 10 déplacements (sauf ceux de 1 à 3 semaines dans les pays concernés).

Adr. C.V. et prêt. à : Centre de Psychologie Appliquée, 30, rue de Mogador, 75001 PARIS.

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Information-Professions" donne le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

NOUVEAUX SERVICES

pour répondre aux nombreuses demandes de renseignements et de conseils, nous avons mis à disposition de nos abonnés et lecteurs un service d'assistance professionnelle. Ce service est assuré par des spécialistes de la Direction "Travaux" de la Société "Le Monde".

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

☐ Direction générale, fonctions multiples. ☐ Formation humaine et sociale. ☐ Direction commerciale vente. ☐ Informatique. ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. ☐ Production. ☐ Banques - Assurances. ☐ Professions médicales et paramédicales. ☐ Ingénieurs. ☐ Professions juridiques. ☐ Secrétariat de direction, traductions, administratives. ☐ Comptabilité. ☐ Débats.

2) Renseigner, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	30	55	80	105	130	155	180	205	230	255	280	305	330	355	380
26 semaines	60	110	160	210	260	310	360	410	460	510	560	610	660	710	760
52 semaines	110	210	310	410	510	610	710	810	910	1010	1110	1210	1310	1410	1510

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'Abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.03, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4307-23 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par semaine.

JURISTE

homme ou femme, spécialiste (et droit des sociétés, droit des affaires, droit fiscal) expérience de cabinet juridique ou d'avocat indépendant.

Situation d'avenir, logement, voiture, famille, association possible.

Tel. : LOUVEL : 391-26-73.

COMPLEXE INDUSTRIEL ET MINIER

En noir, noir, noir, recherche pour la scolarisation des enfants de nos agents expatriés :

2 ENSEIGNANTS

Un diplômé, aura la charge d'une classe de l'enseignement primaire.

Un autre, bachelier C, titulaire de certificats académiques, les programmes du C.N.T.E.

La préférence sera à un couple.

Contrat : Expatriation.

Un d'avantages (logement familial, nourriture, rapatriement, etc.) en 3 ans, à l'issue de l'engagement.

Envoyer C.V. sous pli fermé, à : L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui transmettra.

AFRIQUE NOIRE

1° ANALYSTES-PROGRAMMEURS

B.T.S. informatique. COSOL 100 sous 1000 F. Expérience.

2° CHEF D'EXPLOITATION

Avant plusieurs années d'expérience sur COSOL 100 sous 1000 F. Expérience.

STE D'INGÉNIERIE PARIS

Ingénieurs ETUDES PORTUAIRES

Ingénieurs de l'hydrographie et de l'hydrologie, sont priés d'indiquer (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle) se référer, 826/103, à : L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

Société Internationale de Topographie

Ingénieur photogramétriste et spécialiste de la cartographie pour formation en Algérie.

Recherche pour la formation de coopération.

Adresser curriculum vitae en 8-700, à : Publi. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

directeur technico-commercial

Responsable de la direction commerciale et de la gestion de la réalisation d'installations climatisation souvent importantes, il aura à sa disposition une équipe d'ingénieurs et techniciens répartis dans les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Le poste, qui pourrait déboucher à terme sur la fonction de Directeur Général, est à pourvoir par un ingénieur ayant l'expérience de la profession d'installateur en climatisation d'air, avec aptitudes à la gestion, à l'animation d'une équipe et aux relations avec la clientèle.

Les candidatures prévoyant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion par :

josselte vanden borre

Recherche et sélection de personnel
28, rue Saint-Georges, 75002 PARIS

Optic

Optique

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la 1 ^{re} colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU	70,00	

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés"	28,00	32,08
Double insertion	38,00	43,47
"Placeurs encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société d'Ingénierie R&T France, dynamique et en pleine expansion, recherche

UN CADRE RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Le poste conviendrait à un ingénieur min. 35 ans, très expérimenté dans milieu industriel. Expérience des contacts à haut niveau. Détection et négociation des contrats importants. Rémunération motivante.

Adresser C.V. et photo s/é. 2491 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra. Discretion assurée.

TOULOUSE

Très importante Société de Commerce et de Distribution recherche

ADJOINT DIRECT au PDG

Age minimum 30 ans

Formation

Il s'occupera de la gestion de la vente et de la vente dans un domaine de produits de consommation.

Minimum 180.000 F/an.

Faire acte de candidature avec C.V. manuscrit + photo n° 7.099719 M. à REGIE-PRESSE 85 bis rue Réaumur - Paris 2^e qui transmettra.

Le Monde INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs dans la recherche d'un emploi, nous publions des informations pratiques, dans le 29 mars chaque lundi et mardi, dans nos pages Informations-emploi. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun, à sa situation particulière.

MOYENS DISPONIBLES POUR LA RECHERCHE D'UN EMPLOI

Dans votre recherche, vous pouvez utiliser :

- Organismes publics d'information, d'orientation et de placement ;
- Association d'anciens élèves et de professeurs de placement des écoles ;
- Services de placement des associations professionnelles ;
- Services de placement des chambres syndicales ;
- Candidatures spontanées ;
- Organismes publics d'information, d'orientation et de placement ;

■ L'A.N.P.E. (Agence Nationale Pour l'Emploi). L'adresse de votre organisme local dans la région parisienne peut être obtenue en téléphonant au 645-21-26. En province, il existe dans toutes les villes des agences dont l'adresse sera fournie par la municipalité.

● L'A.P.E.C. (Association Pour l'Emploi des Cadres, Ingénieurs et Techniciens) : Correspondance : 8, rue Duret, 75116 Paris, tél. 502-13-50 Réception : 6, rue Plocin, 75116 Paris

■ existe des délégations régionales à :

LILLE
3, rue Jeanne-Maillotte
téléphone : 54-17-28 ou 54-11-31

NANCY
25, boulevard Joffre
téléphone : 24-64-13

NANTES
20, rue Mercœur
téléphone : 71-27-54

BORDEAUX
3, rue du Couvent
téléphone : 29-29-60

LYON
204, rue Berthelot
téléphone : 69-04-77

TOULOUSE
10, rue Paul-Sabatier
téléphone : 52-80-53

13008 MARSEILLE
229, Avenue du Prado
téléphone : 77-16-60 et 77-28-35

● Centre RETRAVAILLER, 143, avenue de Versailles, 75016 Paris, tél. : 224-61-04 Centres de province : Caen, Lille, Metz, Nantes, Tours, Troyes.

Le Centre organise des formations destinées aux femmes et aux hommes s'inscrivant dans la recherche professionnelle.

Les participants sont informés sur les différents aspects du monde du travail : recherche d'emploi, formation professionnelle complémentaire à l'entreprise, prise en charge partielle ou totale par le Ministère de l'Éducation ou par d'autres administrations.

En cas de prise en charge partielle, la participation complémentaire est stagiaire et calculée en fonction du quotient familial.

GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

Filière d'un très important Groupe international (120.000 personnes), continue la mise en place de son potentiel d'ingénieurs qui lui permettront d'assurer son développement prévu pour les 10 à 15 ans à venir et rechercher pour ses usines

LE MANS

2 INGENIEURS

formation A.M. ou équivalent

25 ans minimum

CHEF D'UNITÉ MÉTHODES

Il sera chargé de la rationalisation des techniques et procédés d'usinage, dans les temps, outils, coupe et lubrifiants, usinage thermique.

CHEF D'UNITÉ DE FABRICATION

Usinage, moyennes et grandes séries et usinages thermiques. Il sera responsable de la maîtrise technique, économique et sociale.

Large possibilité de perfectionnement et de promotions au sein du Groupe.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo sous référence M18 en précisant le poste à la Direction du Personnel - B.P. 101 - 72001 LE MANS CEDEX

SAIT Groupe C.G.E.

vous propose à **POITIERS** à la division des produits techniques un poste

d'INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Vous serez chargé de la définition et de la mise au point des produits techniques et de la gestion commerciale de ces produits.

Une formation d'ingénieur et une première expérience en marketing et en commerce international sont nécessaires.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. La connaissance de l'allemand serait un atout.

Déplacements fréquents à l'étranger.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature sous référence P3 à la mentionnant la rémunération.

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Pré-Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET

Chambre de Commerce et d'Industrie Région Nord

spécialiste de gestion

de formation vers la

formation

commerce et distribution

Membre d'une équipe dynamique, il se verra confier des missions de gestion et de développement personnel.

Il aura la formation supérieure et l'expérience professionnelle.

Les candidatures précisant la rémunération seront envoyées à la plus grande

josette vanden borre

personnel
rue Saint-Georges, 100 CAMBRAI

Directeurs de Centre Informatique

Intéressés par le traitement de l'information, la Mutualité Sociale Agricole - Région Est-Franche Comté - Région Alpes - Loires - recherchent leur Directeur.

- Il assurera les moyens humains et techniques de la gestion du projet et de son évolution.
- Il assurera la mise en place du système de gestion dans les Calvados.
- Il sera responsable de la gestion du Centre (40 pers. environ).

Ces fonctions sont confiées à des diplômés de l'enseignement supérieur, 35 ans minimum, ayant dirigé un service, possédant une expérience confirmée de la conception et de la réalisation d'un système de gestion évolué, dans un contexte « télé-traitement ». Elles impliquent une personnalité active, imaginative et pragmatique, ayant des facilités de communication.

Lieu de résidence : Nancy Réf. 71411/M
Lyon Réf. 71412/M

séle CEGOS

Veuillez adresser votre lettre manuscrite + CV détaillé avec prétentions et photo à R. VERDET sous la référence ci-dessus à Séle-CEGOS : 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Important Groupe d'Assurances

RÉGION OUEST-FRANCE

recherche un

AUDIT

JEUNE DIPLOMÉ H.E.C. - ESSEC - E.S.C.P.

Option finances, comptabilité, gestion de gestion.

- Il recevra une formation spécifique en assurances.
- Il assurera l'audit responsable du service général des assurances du Groupe, qui lui permettra de maîtriser les différents aspects de la gestion des assurances.
- Il réalisera des rapports destinés à la Direction Générale.
- Il réalisera et assurera la gestion de l'assurance.

Adresser C.V. et photo sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

AGRO-ALIMENTAIRE

ENSA ou équivalent

Cette entreprise de 450 personnes (10.000/700 an, CA 300M) recherche un Directeur de Production pour son usine de production de produits agro-alimentaires.

Le candidat assurera les fonctions de gestion, de fabrication, ainsi que l'ordonnement, la standardisation des méthodes, le contrôle des normes, la gestion des stocks, la gestion des déchets, la gestion des ressources humaines, la gestion des équipements, la gestion des finances, la gestion des relations publiques, la gestion des relations avec les pouvoirs publics, la gestion des relations avec les médias, la gestion des relations avec les fournisseurs, la gestion des relations avec les clients, la gestion des relations avec les banques, la gestion des relations avec les assurances, la gestion des relations avec les syndicats, la gestion des relations avec les associations, la gestion des relations avec les collectivités locales, la gestion des relations avec les collectivités régionales, la gestion des relations avec les collectivités nationales, la gestion des relations avec les collectivités européennes, la gestion des relations avec les collectivités internationales.

Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

PS Conseil

JEUNE INGENIEUR DE PROJET

en Maine

Un premier plan national dans la mécanique et la métallurgie d'une offre en main, recherche un jeune ingénieur de projet, diplômé d'un I.N.S.A. ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la conception et la réalisation de projets, en passant par la réalisation sur le site. Nous recherchons un jeune diplômé d'une école d'ingénieurs telle que AM, I.N.S.A., E.C.L., ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la conception et la réalisation de projets, en passant par la réalisation sur le site. Nous recherchons un jeune diplômé d'une école d'ingénieurs telle que AM, I.N.S.A., E.C.L., ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la conception et la réalisation de projets, en passant par la réalisation sur le site.

Adresser C.V. sous référence A/4370M à PS CONSEIL 19, Résidence Haudry - 59170 Croix

INGENIEUR CONSEIL

minimum - A.M. ou équivalent. Jeune diplômé d'une école d'ingénieurs, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la conception et la réalisation de projets, en passant par la réalisation sur le site. Nous recherchons un jeune diplômé d'une école d'ingénieurs telle que AM, I.N.S.A., E.C.L., ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la conception et la réalisation de projets, en passant par la réalisation sur le site.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

RESPONSABLE du reporting et du contrôle budgétaire

Dans notre société (300 personnes) située à 80 Km ouest de Paris.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. photo et prétentions sous N° 8149, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, q. tr.

ADJOINT pour DIRECTION COMMERCIALE

De préférence ingénieur A.M. ou équivalent.

Age minimum 28 ans - Situation d'avenir.

C.V. et prétentions à N° T 8676 M. Régie-Press, 85 bis rue Réaumur, Paris (2^e).

EMPLOIS REGIONAUX

La ligne 40,00 La ligne T.C. 45,76

"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la 1^{re} colonne) 42,00 48,04

DEMANDES D'EMPLOI 9,00 10,29

CAPITAUX OU 70,00

DIRECTEUR TECHNIQUE

Une entreprise de 450 personnes (10.000/700 an, CA 300M) recherche un Directeur Technique pour son usine de production de produits agro-alimentaires.

Le candidat assurera les fonctions de gestion, de fabrication, ainsi que l'ordonnement, la standardisation des méthodes, le contrôle des normes, la gestion des stocks, la gestion des déchets, la gestion des ressources humaines, la gestion des équipements, la gestion des finances, la gestion des relations publiques, la gestion des relations avec les pouvoirs publics, la gestion des relations avec les médias, la gestion des relations avec les fournisseurs, la gestion des relations avec les clients, la gestion des relations avec les banques, la gestion des relations avec les assurances, la gestion des relations avec les syndicats, la gestion des relations avec les associations, la gestion des relations avec les collectivités locales, la gestion des relations avec les collectivités régionales, la gestion des relations avec les collectivités nationales, la gestion des relations avec les collectivités européennes, la gestion des relations avec les collectivités internationales.

Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

JEUNE INGENIEUR

FONCTION PERSONNEL

Une entreprise de 450 personnes (10.000/700 an, CA 300M) recherche un jeune ingénieur de fonction, diplômé d'un I.N.S.A. ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la gestion des ressources humaines, la gestion des équipements, la gestion des finances, la gestion des relations publiques, la gestion des relations avec les pouvoirs publics, la gestion des relations avec les médias, la gestion des relations avec les fournisseurs, la gestion des relations avec les clients, la gestion des relations avec les banques, la gestion des relations avec les assurances, la gestion des relations avec les syndicats, la gestion des relations avec les associations, la gestion des relations avec les collectivités locales, la gestion des relations avec les collectivités régionales, la gestion des relations avec les collectivités nationales, la gestion des relations avec les collectivités européennes, la gestion des relations avec les collectivités internationales.

Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

DELEGUE EXPORT

Une entreprise de 450 personnes (10.000/700 an, CA 300M) recherche un délégué export, diplômé d'un I.N.S.A. ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la gestion des ressources humaines, la gestion des équipements, la gestion des finances, la gestion des relations publiques, la gestion des relations avec les pouvoirs publics, la gestion des relations avec les médias, la gestion des relations avec les fournisseurs, la gestion des relations avec les clients, la gestion des relations avec les banques, la gestion des relations avec les assurances, la gestion des relations avec les syndicats, la gestion des relations avec les associations, la gestion des relations avec les collectivités locales, la gestion des relations avec les collectivités régionales, la gestion des relations avec les collectivités nationales, la gestion des relations avec les collectivités européennes, la gestion des relations avec les collectivités internationales.

Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

ADJOINT CHER D'AGENCE

Une entreprise de 450 personnes (10.000/700 an, CA 300M) recherche un adjoint cher d'agence, diplômé d'un I.N.S.A. ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la gestion des ressources humaines, la gestion des équipements, la gestion des finances, la gestion des relations publiques, la gestion des relations avec les pouvoirs publics, la gestion des relations avec les médias, la gestion des relations avec les fournisseurs, la gestion des relations avec les clients, la gestion des relations avec les banques, la gestion des relations avec les assurances, la gestion des relations avec les syndicats, la gestion des relations avec les associations, la gestion des relations avec les collectivités locales, la gestion des relations avec les collectivités régionales, la gestion des relations avec les collectivités nationales, la gestion des relations avec les collectivités européennes, la gestion des relations avec les collectivités internationales.

Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

ADJOINT CHER D'AGENCE

Une entreprise de 450 personnes (10.000/700 an, CA 300M) recherche un adjoint cher d'agence, diplômé d'un I.N.S.A. ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la gestion des ressources humaines, la gestion des équipements, la gestion des finances, la gestion des relations publiques, la gestion des relations avec les pouvoirs publics, la gestion des relations avec les médias, la gestion des relations avec les fournisseurs, la gestion des relations avec les clients, la gestion des relations avec les banques, la gestion des relations avec les assurances, la gestion des relations avec les syndicats, la gestion des relations avec les associations, la gestion des relations avec les collectivités locales, la gestion des relations avec les collectivités régionales, la gestion des relations avec les collectivités nationales, la gestion des relations avec les collectivités européennes, la gestion des relations avec les collectivités internationales.

Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

ADJOINT CHER D'AGENCE

Une entreprise de 450 personnes (10.000/700 an, CA 300M) recherche un adjoint cher d'agence, diplômé d'un I.N.S.A. ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans, dans la gestion des ressources humaines, la gestion des équipements, la gestion des finances, la gestion des relations publiques, la gestion des relations avec les pouvoirs publics, la gestion des relations avec les médias, la gestion des relations avec les fournisseurs, la gestion des relations avec les clients, la gestion des relations avec les banques, la gestion des relations avec les assurances, la gestion des relations avec les syndicats, la gestion des relations avec les associations, la gestion des relations avec les collectivités locales, la gestion des relations avec les collectivités régionales, la gestion des relations avec les collectivités nationales, la gestion des relations avec les collectivités européennes, la gestion des relations avec les collectivités internationales.

Rémunération en fonction de l'expérience et des compétences.

Adresser C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation sous référence M18 à M. J. ADP 5777.

مكذبا من الأصل

L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,88
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi

CENT

Société de Conseil et de
Informatique et vocation Européenne
pour grande et mini-informatique

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
COBOL OS - PL1 - IMS

3 INGÉNIEURS ET PROGRAMMEUR
SYSTÈME
IBM OS CII HIB 64 et 66

5 INGÉNIEURS
ET ANALYSTES-PROGRAMMEURS
MITRA 12 et 125, IBM 3 - 11
ALVAN, NIKDORF

Ces postes sont : pourvoir à PARIS, en province
ou à l'étranger

C.V. détaillée et prétentions à
75006 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE
recherche pour sa succursale à PARIS,
récemment ouverte

Le responsable de son département étranger

La fonction implique la maîtrise des techniques de l'ensemble des opérations, avec l'étranger, acquises par plusieurs années d'expérience dans ce domaine, et plus particulièrement des opérations de crédits, transferts, avances en devises, changes à terme, et règlementations des changes. L'anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1138 à
ORF organisation et publicité
21 rue de Valenciennes 75001 PARIS (5) 21 48 11 38

AVON S. A.
LEADER MONDIAL DANS LA BRANCHE
DES COSMÉTIQUES
Siège : LIANCOURT
(10 km nord de Paris)
recherche pour
SON DÉPARTEMENT AUDIT
UN AUDITEUR
INTERNE SENIOR

sous la supervision de l'audit interne et dans
la maîtrise des opérations financières, et
pour contrôler et améliorer les opérations
internationales ;
- rendre compte des opérations et pro-
poser des améliorations.

Ce poste exige une maîtrise supérieure
dans la comptabilité et la gestion (DEC,
notamment Co. D.E.C.S.), quelques années d'expérience
dans un poste similaire et une maîtrise
de l'anglais.

Envoyer C.V., photo et salaire souhaité au
Service du Recrutement, 33, rue Victor-Hugo.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
BANLIEUE OUEST DE PARIS cherche :

SON CHEF COMPTABLE
RESPONSABLE D'UN SERVICE
DE 17 PERSONNES

Se présenter muni de :

- la tenue de la **travaux**
- **sa** **analytique** ;
- **connaître** les **prévisions de trésorerie** ;
- **préparer** les **bilans de prix** ;
- **établir** les **déclarations fiscales** ;
- **développer** l'**efficacité** des **procédures** **comptables** en **liaison** avec le **service** **informatique**.

CONVIERDRAIT A CANDIDAT EXPÉRIENT EN
DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE
minimum.

Envoyer lettre manuscrite. **C.V.** photo et prêt. à
n° 7.015. **CONFESSE** Publicité, 23, av. de l'Opéra.
PARIS (1^{er}), qui transmettra.

SOCIÉTÉ SAINT-CLOUD - MONTRETOUT
recherche
pour **DEMARRAGE MINI-ORDINATEUR**

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR
préférence FEMME
Expérience sur mini souhaitée.
Téléphoner pour rendez-vous au 771-64-78.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE
BATTIMENT recherche
pour **PARIS**

INGÉNIEUR
10 ans EXPERIENCE MINIMUM
EN **BETON ARME ET PRECONTRAINT**
pour animer son bureau d'Etudes techniques.

Envoyer lettre manuscrite avec prêt., C.V. et photo
sous le n° ■ ■ ■ BEGUE, 4, rue du Faubourg

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE FABRICATION
 DÉCOUPAGE - EMBOUTISSAGE
 500 personnes, techniques
DIRECTEUR TECHNIQUE
 Formation A.M., I.C.A.M. ou équivalent
 1 Connaissance approfondies de la construction de la fabrication d'outillage de presse
 2 Expérience de bureau d'études, ou minimum 10 de fabrication de pièces de grande série
 3 Poste à haute responsabilité, dépendant directement de la Direction Générale
 4 Angaie apprécié
 Mr. Charles Vité et présentations à Mr. LAVAURE, rue Georges-Aragauy - TOURS FRANCE

2000-11-01 11:00:00
 11-01-2000 11:00:00
 92220 GENÈVE
**RESPONSABLE JURIDIQUE
 ET ADMINISTRATIF**
 recherché par Société de Construction
 de l'Industrie et de l'Électronique Grand Public
 la PROTECTION
 hiérarchique de la Direction Adm
 titulaire du poste :
 lui-même la Direction Adm
 des Services Juridiques de l'Industrie
 des Contrats, des Marchés, des
 problèmes immobiliers et locatifs
 des chefs de Section, Jurid
 standard ;
 la Société garante du Restaurant
 et contrôlera ses prestations
 les formations supérieures juridiques (Droit
 de préférence) ou une expérience profes
 des années à la négociation et aux
 à tous

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LE DÉBAT SUR LA CRISE DE LA SIDERURGIE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les cadres C.G.C. d'Usinor-Thionville dénoncent les incohérences de la direction

M. Paul Marché, président de la C.G.C. d'Usinor-Thionville, a annoncé, samedi, à Limoges, que son organisation participerait aux manifestations du 30 avril, à Paris, à l'occasion du débat sur la crise de la sidérurgie à l'Assemblée nationale.

Dans la métropole du fer, un certain nombre de manifestants s'apprêtaient à rejoindre mardi la capitale. Après un meeting mardi à la tour Eiffel, le cortège devait se rendre devant le Palais-Bourbon. Dimanche, un appel a été lancé

à Thionville par Mgr Schmitt, évêque de Metz, pour inciter les Lorrains à participer à l'ouverture du débat public qui s'ouvrira mardi à l'Assemblée nationale.

De notre envoyé spécial

Thionville. — Leur départ a été fait sur la pointe des pieds. Il n'y a eu ni cortège, ni manifestation. Les cadres C.G.C. d'Usinor-Thionville ont rejoint mardi la capitale. Après un meeting mardi à la tour Eiffel, le cortège devait se rendre devant le Palais-Bourbon. Dimanche, un appel a été lancé

à Thionville par Mgr Schmitt, évêque de Metz, pour inciter les Lorrains à participer à l'ouverture du débat public qui s'ouvrira mardi à l'Assemblée nationale.

à Thionville par Mgr Schmitt, évêque de Metz, pour inciter les Lorrains à participer à l'ouverture du débat public qui s'ouvrira mardi à l'Assemblée nationale.

Thionville. — Leur départ a été fait sur la pointe des pieds. Il n'y a eu ni cortège, ni manifestation. Les cadres C.G.C. d'Usinor-Thionville ont rejoint mardi la capitale. Après un meeting mardi à la tour Eiffel, le cortège devait se rendre devant le Palais-Bourbon. Dimanche, un appel a été lancé

à Thionville par Mgr Schmitt, évêque de Metz, pour inciter les Lorrains à participer à l'ouverture du débat public qui s'ouvrira mardi à l'Assemblée nationale.

à Thionville par Mgr Schmitt, évêque de Metz, pour inciter les Lorrains à participer à l'ouverture du débat public qui s'ouvrira mardi à l'Assemblée nationale.

Le choix en faveur de Longwy

La C.G.C. d'Usinor-Thionville a voté, samedi, à Limoges, la fermeture de la fonderie de Longwy. Cette décision a été prise à l'unanimité. Les cadres C.G.C. d'Usinor-Thionville ont rejoint mardi la capitale. Après un meeting mardi à la tour Eiffel, le cortège devait se rendre devant le Palais-Bourbon. Dimanche, un appel a été lancé

Mgr Schmitt: ce ne sont pas seulement les moyens mais les raisons de vivre qui sont en cause

Mgr Schmitt, évêque de Metz, a déclaré, samedi, à Limoges, que la fermeture de la fonderie de Longwy n'était pas seulement une question de moyens, mais qu'elle touchait aux raisons de vivre. Il a appelé les Lorrains à participer à l'ouverture du débat public qui s'ouvrira mardi à l'Assemblée nationale.

ÉNERGIE

M. Carter va s'efforcer de justifier les mesures impopulaires de son programme énergétique

Washington. — Le président Carter doit s'adresser dans la soirée de samedi à la télévision pour annoncer son programme énergétique. Ce programme, qui prévoit une augmentation des prix de l'énergie, a été très impopulaire.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les commerçants de Dunkerque envisagent une opération « ville morte » pour protester contre la grève des dockers

La quatrième grève des dockers de Dunkerque, organisée par la C.G.T. depuis le début du conflit, a conduit les commerçants de Dunkerque à envisager une opération « ville morte » pour protester contre la grève des dockers.

SÉCURITÉ SOCIALE

M. BERGERON JUGE INCOHÉRENTE LA RÉDUCTION DU REMBOURSEMENT DE CERTAINS MÉDICAMENTS

M. Bergeron, ministre de la Santé, a jugé incohérente la réduction du remboursement de certains médicaments. Il a appelé les citoyens à protester contre cette mesure.

« CHOMAGE TECHNIQUE » A L'USINE MASSEY-FERGUSON DE BEAUVAIS

La grève des ouvriers de l'usine Massey-Ferguson de Beauvais a conduit à un chômage technique. Les ouvriers ont demandé une augmentation de salaire et une réduction du temps de travail.

MONNAIES ET CHANGES

Le prêt de 530 millions de dollars est accordé à l'Italie

L'Italie a obtenu un prêt de 530 millions de dollars de la part des États-Unis. Ce prêt est destiné à financer le développement économique de l'Italie.

FAITS ET CHIFFRES

Attentes

Le Rhône-Poulenc a annoncé qu'il allait augmenter ses investissements en France. L'entreprise a prévu de créer de nouveaux emplois.

A l'étranger

En Espagne, le chômage a augmenté. Le gouvernement espagnol a annoncé qu'il allait prendre des mesures pour réduire le chômage.

Énergie

La production pétrolière a augmenté. Les prix du pétrole ont baissé. Les consommateurs ont bénéficié de cette baisse.

Le peuple à l'épreuve

Le peuple américain est à l'épreuve. Le président Carter a appelé les citoyens à faire preuve de sacrifice.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AVIS AUX SPÉCULATEURS

Les spéculateurs doivent être vigilants. Les marchés financiers sont très volatils. Les investisseurs doivent se méfier des fausses nouvelles.

AGRICULTURE

Les affirmés sont à la mer

Les conditions météorologiques sont défavorables. Les agriculteurs doivent se préparer à une mauvaise récolte.

Le prêt de 530 millions de dollars est accordé à l'Italie

L'Italie a obtenu un prêt de 530 millions de dollars de la part des États-Unis. Ce prêt est destiné à financer le développement économique de l'Italie.

Le peuple à l'épreuve

Le peuple américain est à l'épreuve. Le président Carter a appelé les citoyens à faire preuve de sacrifice.

Le prêt de 530 millions de dollars est accordé à l'Italie

L'Italie a obtenu un prêt de 530 millions de dollars de la part des États-Unis. Ce prêt est destiné à financer le développement économique de l'Italie.

Le peuple à l'épreuve

Le peuple américain est à l'épreuve. Le président Carter a appelé les citoyens à faire preuve de sacrifice.

Le prêt de 530 millions de dollars est accordé à l'Italie

L'Italie a obtenu un prêt de 530 millions de dollars de la part des États-Unis. Ce prêt est destiné à financer le développement économique de l'Italie.

مكتبة الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES.

BILLET

Le marché à terme des produits agricoles

AVIS AUX SPÉCULATEURS !

Dix semaines, c'est bien court. Et pourtant, dans ce laps de temps, il est possible de gagner 50 000 F, avec une mise de fonds de 75 000 F seulement. Il est également possible de les perdre.

C'est ainsi que commence une lettre-circulaire expédiée par un « remisier » près la Bourse de commerce. La référence d'une charge de commissionnaire agréé (équivalent d'agent de change) à la Bourse des valeurs est donnée. Une notice sommaire sur l'importance des matières premières, les marchés à terme, leur réglementation et leur contrôle, et l'intérêt de tels marchés pour l'opérateur d'un graphique sur l'évolution comparée des indices des valeurs mobilières (CAC) et des prix internationaux des matières premières importées en France.

Les destinataires ? A ceux qui, à tout hasard, peuvent disposer de — et perdre ou basculer — 75 000 F ; il est proposé de « s'informer plus complètement sur les opportunités qui sont offertes ».

Dans un style plus sobre, une société gérant une charge de commissionnaire agréé — se permet d'attirer l'attention sur ces différents marchés, qui offrent la possibilité à des opérateurs,

ALAIN GIRAUDO.

AGRICULTURE

Les affamés sont à la merci des conditions météorologiques
souligne le directeur général de la F.A.O.

De notre correspondant

Rome. — La lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde ne progresse que très lentement. Elle « laisse les affamés à la merci des conditions météorologiques », a déclaré, le 14 avril, M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) en ouvrant la réunion du comité sur la sécurité alimentaire mondiale.

M. Saouma reconnaît que des progrès ont été accomplis, citant notamment la création du Fonds international de développement agricole. Toutefois, pour avoir été accrue, l'aide alimentaire n'a pas encore atteint l'objectif fixé par la conférence mondiale de l'alimentation. Quant aux mesures prises pour mettre sur pied un système coordonné de réserves, elles ont été « hésitantes et incertaines ».

L'indisponibilité des disponibilités alimentaires traduit-elle un accroissement réel de la capacité de production, ou bien n'est-elle

que le résultat de conditions météorologiques défavorables ? a demandé le directeur général de la F.A.O. Il suffirait d'une vague de sécheresse pour renverser la situation. Je ne suis pas préoccupé, a dit M. Saouma, de la lenteur des progrès accomplis dans les négociations et les débats internationaux en vue d'une lutte concertée contre la malnutrition et la faim.

Le directeur général de la F.A.O. a dégagé trois priorités d'action : la mise en place, d'ici la fin de 1977, par les pays membres des comités sur la sécurité alimentaire mondiale, « de politiques et d'objectifs nationaux de stocks » ; la conclusion d'un accord international sur les céréales et des « engagements fermes » de la part des grands pays exportateurs. Pour sa part, la F.A.O. a réorienté son programme de travail de manière à mettre davantage l'accent sur les investissements et l'assistance technique dans le domaine de la production alimentaire. — R. S.

Comment sont indemnisés les sinistres et calamités

Y aura-t-il un impôt-piel ? a déjà répondu le ministre de l'Agriculture, M. Mahallier, aux responsables viticoles qu'il a reçus le 13 avril. Après les déconvenues de l'été 1976, les agriculteurs sinistrés ne sont pas demandeurs ; du reste, les conséquences de la sécheresse 1976 et du gel de 1977 ne peuvent avoir de commune mesure. L'une a coûté quelque 6 milliards de francs, affectant la quasi-totalité des productions, dont la valeur totale dépasse 10 milliards de francs ; l'autre ne concerne qu'une partie des productions fruitières, légumières et viticoles, dont la valeur globale en année courante est de 6,5 milliards de francs (pommes de terre non comprises).

Comment sont indemnisés les exploitants victimes d'une calamité ? Lorsque les dommages sont la conséquence « d'un risque non assurable », qu'ils sont causés « par un agent naturel » et qu'ils revêtent « une importance exceptionnelle », le préfet peut, après avis du comité départe-

mental d'expertise, faire deux choses :

- Prendre un arrêté déclarant une zone sinistrée pour certaines productions. S'ils sont suffisamment assurés contre certains risques naturels, s'ils ont subi des dégâts représentant au moins 25 % de la valeur de leur production ou de leurs biens, les agriculteurs peuvent alors obtenir du Crédit agricole des prêts d'une durée moyenne de cinq ans, à des taux de 4 et 6 %, pour des montants inférieurs à ceux des dégâts. Inconvénients de cette formule : l'accumulation des prêts lorsque l'exploitant est sinistré plusieurs années de suite. Toutefois, pour faire face à leur remboursement, les agriculteurs ont la possibilité d'obtenir une prise en charge soit d'une part des intérêts, soit d'une part des annuités de prêts (viticultrices). Enfin, ils peuvent obtenir des dégrèvements fiscaux.

- Proposer au ministre de l'Agriculture et des finances la reconnaissance de calamité agricole. Après une procédure assez longue et complexe, le Fonds national de garantie contre les calamités agricoles verse aux exploitants concernés une indemnité représentant quelque 40 % des dégâts subis. Ce fonds est alimenté par une taxe sur les cotisations d'assurances agricoles et par une subvention de l'Etat. Il dispose actuellement de 210 millions de francs. Chaque année, la moitié de cette somme est versée à des sinistrés pour gel, à condition que les exploitants aient pris des précautions culturales pour diminuer les risques des gélées de printemps. — A. G.

L'HOTEL BOREL DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLÉANS

(De notre correspondant.)

Orléans. — Ce que l'on nomme à Orléans l'affaire Jacques Borel vient de connaître un nouveau rebondissement. Lors d'une audience du tribunal administratif qui s'est déroulée le vendredi 15 avril, le commissaire du gouvernement a demandé l'annulation du permis de construire du complexe hôtelier Sofitel-Jacques Borel. Cet hôtel, aujourd'hui construit et mis en service, offre cent dix chambres dans la vieille ville. L'immeuble, un cube de béton de 30 mètres de haut, construit sur neuf niveaux, s'élève sur les quais historiques de la Loire.

Jugeant le permis de construire illégal parce que dérogeant aux règles d'urbanisme en vigueur, trois associations de défense du Groupe d'action municipale de la ville, l'Association pour la protection de l'environnement de l'agglomération d'Orléans et l'Association nationale pour la protection des villes d'art, avaient demandé en vain au tribunal administratif de surseoir aux travaux de construction de cet ensemble hôtelier (le Monde du 8 mai 1976).

Le tribunal, près d'un an après la requête des associations, et deux mois et demi après l'inauguration de l'hôtel, jugeait le vendredi 15 avril l'affaire sur le fond. Le commissaire du gouvernement plaide dans la même sens que les associations, a demandé l'annulation du permis de construire, estimant que celui-ci était entaché d'irrégularité. Les juges doivent faire connaître leur décision le vendredi 29 avril.

R. C.

UNE SOCIÉTÉ ITALIENNE SERAIT IMPLIQUÉE DANS LE « TROU » DE 500 MILLIONS DE FRANCS DU CRÉDIT SUISSE

(De notre correspondant.)

Berne. — « Aucun de nos créanciers ne subira de préjudice », a déclaré un porte-parole du Crédit suisse à la suite de la découverte d'un scandale financier dans sa filiale de Chiaso, à la frontière italienne (le Monde du 16 avril). L'enquête de la banque suisse a révélé que la filiale de Chiaso, de 16 milliards de francs suisses, était une « débauche humaine » des responsables locaux.

On leur reproche d'avoir mal géré des fonds déposés à titre fiduciaire, en les plaçant dans un holding ayant des participations en Europe et outre-mer. Or ce holding connaissait depuis un certain temps des problèmes de rentabilité et de trésorerie. La direction de Chiaso « couvrirait » cette situation et n'aurait pas avisé le siège du Crédit suisse, à Zurich. D'après la presse italienne, le holding incriminé serait l'Institut financier IFIA, de Milan. Les employés impliqués ont été suspendus de leurs fonctions en attendant qu'une enquête interne permette d'établir les responsabilités. Il s'agit également de déterminer ce que sont devenus les fonds confiés au holding étranger.

Cette affaire ne devrait pas trop affecter la situation du Crédit suisse, qui a connu en 1976 l'une des années les plus fastes de son histoire. Le bénéfice a atteint le montant record de 201,4 millions de francs suisses (+ 16 %), et le total du bilan a dépassé les 100 milliards, le montant de 40 milliards de francs suisses.

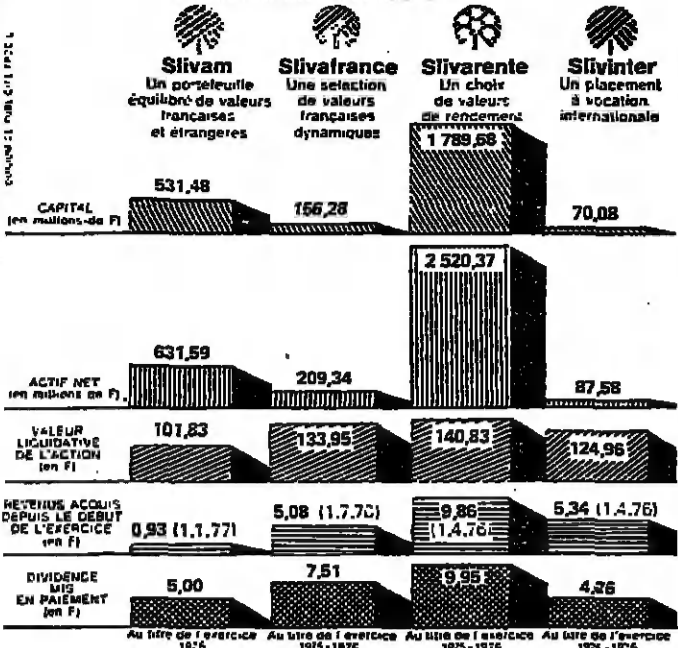
La Commission fédérale des banques qui a dirigé l'enquête en cours, mais elle n'interviendra pas directement et n'aura aucun créancier du Crédit suisse se subira de dommages ». L'ampleur de cette affaire, restant en cause l'une des plus grandes banques du pays, suscite un certain émoi dans l'opinion. La presse helvétique rappelle qu'en 1974 la banque Lloyd's International avait perdu 230 millions de francs suisses à la suite d'opérations frauduleuses de sa filiale de Zurich. Le nouveau scandale qui vient d'éclater semble prendre des proportions aussi grandes. — J.-C. B.

General Electric a renoncé à racheter la société française d'éclairage Claude pour des raisons économiques estimant les sections C.G.T. et C.F.D.T. du siège social de Claude, et non parce que le groupe américain craignait de voir la gauche arriver au pouvoir en 1978. « Devant l'ampleur des investissements à accomplir dans un domaine à hauts coûts de croissance, nous n'avons pas hésité à nous retirer », a déclaré M. Claude, président de la société. Les sections C.G.T. et C.F.D.T. espèrent que, l'I.T.T. manifestant son désir d'investir en France, le gouvernement exigera de voir ces investissements se réaliser en priorité chez Claude, conformément aux promesses de 1966 (année de la prise de contrôle de Claude par C.G.T.-I.T.T.).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE CREDIT LYONNAIS

Situation des S.I.S. au 31 Mars 1977



REPRISE DE OERTLI A.G. DUBENDORF par WALTER MEIER HOLDING A.G.

En avril, la maison Walter Meier Holding A.G. a repris Oertli A.G., qui se retrouve ainsi entièrement en mains suisses.

Depuis sa fondation, en 1929, Oertli est la tête des fabricants européens de brûleurs mazout et gaz, avec deux usines de production, Dubendorf-Surich et Thun, France.

Oertli dispose dans toute l'Europe, ainsi que dans quelques pays hors continent, de réseaux de vente complets, soutenus par une organisation de service après-vente.

En 1976, malgré la récession en Suisse et sur certains marchés étrangers, Oertli a réussi à atteindre un chiffre d'affaires et une rentabilité des plus réjouissantes, dépassant ceux de l'année précédente. Le chiffre d'affaires réel, sans subventions, est de 43,5 millions de francs suisses. La diminution des commandes concernant les nouvelles installations a pu être compensée par l'augmentation dans le domaine du remplacement de brûleurs et des réparations. L'accroissement le plus important est remarqué en Allemagne fédérale, où, grâce au développement du réseau de ventes, le chiffre d'affaires a augmenté de 40 %, comparé à l'année précédente.

Le bénéfice net, sans subventions, de 3,8 millions de francs suisses, et le « cash flow » de 2,5 millions de francs suisses reflètent une situation de rentabilité satisfaisante. La

société opère toujours sans emprunts bancaires à court terme et avec un capital propre dépassant 50 %.

La succursale française a augmenté son chiffre d'affaires en comparaison à l'année précédente de 34 %, atteignant ainsi 57 millions de francs français, ce qui démontre une grande extension du marché français des brûleurs.

L'utilisation des capacités de production est satisfaisante. Ce n'est pas moins de soixante-dix mille brûleurs Oertli mazout et gaz qui ont été produits en 1976, en comptant les porteurs de licence.

Fin 1976, l'entreprise employait cinq cent cinquante personnes.

En regard aux premiers résultats de 1977, Oertli peut attendre l'avenir avec confiance. Des contrats importants avec de nouveaux clients étrangers laissent espérer pour l'année courante et pour le futur une augmentation certaine du chiffre d'affaires et de la rentabilité.

La reprise de Oertli A.G. représente pour Walter Meier Holding A.G. un pas important et bienvenu dans la diversification. Les activités principales du groupe comprennent : les branches machines, appareils et outillages.

On chiffre d'affaires dépassant 100 millions de francs suisses est atteint actuellement, avec huit cents personnes.

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIEUX

Le conseil d'administration réuni le 14 avril 1977 sous la présidence de M. Tristan Vieux a arrêté les comptes de l'exercice 1976 qui ont été soumis à l'approbation de l'assemblée générale convoquée pour le 21 juin 1977.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à : 123 millions de francs (contre 116 millions de francs).

Le résultat avant impôt, amortissement et provisions, est de 300 millions 15 608 F (contre 283 684 057 F en 1975) dont 193 317 000 F de 3 011 F exceptionnels (contre 67 238 000 F).

Le bénéfice net s'élevait à 17 879 041 F (contre 14 488 343 F).

Le conseil propose la distribution d'un dividende net de 8,20 F par action, contre 7,70 F pour l'exercice précédent, soit une augmentation limitée à 6,5 %, conformément aux recommandations gouvernementales.

Le revenu global par action ressortant à 12,30 F, dont 8,20 F à titre de dividende distribué et 4,10 F à titre d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal).

Si ces propositions sont approuvées, les résultats de l'exercice se trouveront répartis comme suit : Autofinancement 356 837 000 F Provision pour impôts... 8 043 000 F Dividende 11 353 000 F Participation des salariés 3 794 000 F

INSTITUT MERIEUX

Le conseil d'administration, réuni à Lyon, le 25 mars 1977, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Après de cet exercice, le chiffre d'affaires a atteint 358 753 F (contre 359 445 358 F pour l'exercice 1975, qui avait enregistré des ventes exceptionnelles de vaccin contre la rage au Brésil).

Le cash-flow s'élève à 49 718 000 F et le bénéfice net à 31 828 084 F, après déduction des amortissements de 15 332 380 F.

L'assemblée générale ordinaire sera convoquée pour le 9 juin, à 15 heures.

Le conseil propose à cette assemblée de fixer le dividende à 4,50 F, assorti d'un avoir fiscal de 4,50 F, contre respectivement 8,50 F et 4,25 F pour l'exercice précédent.

CESSATION DE GARANTIE

La Chaine des dépôts et consignations, 56, rue de Lille, 75008 Paris, par application des règles prévues au titre II chapitre V du décret n° 70-671 du 18 juillet 1970, décline, dans un délai de trois jours francs à compter de la présente publication la garantie financière accordée le 25 juin 1973, en application de l'article 59 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, à M. Gérard Benayoun, 23, rue des Morilles, Paris-9 et garantissant le remboursement des fonds, effets ou valeurs remis par celui-ci aux fins de son activité professionnelle de conseil juridique et fiscal.

Tous événements ultérieurs au sens de l'article 17 du décret précité ont un délai de deux mois pour produire effet sur le fait du gage.

La présente publication, obligatoire, n'entraîne en rien la moralité de M. Benayoun.

M.G. FRANCE

déménagement
vos bureaux et archives

727.12.53

6, rue Picot 75116 Paris - Tél. : 610.803

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE

FRANOR 70, RUE AMÉLIE TEL. 700.87.94

N° St-Sébastien, Fermé le samedi.

Tous les titres mentionnés ci-dessous ont été placés.
Cette annonce n'a qu'un but d'information

amro bank

amsterdam-rotterdam bank nv

Emission de droits de souscription au 1 : 10 de 1 746 085 actions ordinaires de 20 Florins néerlandais - chacune au pair prix d'émission 52,50 FLORINS NÉERLANDAIS par action

Les banques Ebic* suivantes ont constitué le syndicat de placement :

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.
Banca Commerciale Italiana
Creditanstalt-Bankverein
Deutsche Bank AG
Midland Bank Limited
Société Générale de Banque S.A.
Société Générale

1^{er} avril 1977

*EBIC : European Banks International Company, S.A. Bruxelles, Belgique

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie de « le Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

D'ORLY SUD
PARIS-TEHERAN.
 VIA ROME
 MARDI - JEUDI - SAMEDI
 Réservation: 225.99.06+
IRAN AIR
 Décollage: 15 h.

VIEN DE PARAITRE:
L'ÉVANESCENCE OU
DEPRECIATION MONÉTAIRE
 APPELÉE INFLATION
 par Jacques COLAS, Économiste
SOLUTION RADICALE INÉDITE
 Ed. DESFORGES, 27-29 quai des Grands-Augustins 75008 Paris
 22 Francs. Franco: 26 Francs.

PARIS-LAGOS
TROIS VOLS PAR SEMAINE
UNE EXCLUSIVITÉ UTA

UTA
 Compagnie Aérienne Française

AFRIQUE

UTA. 36 VOLS PAR SEMAINE SUR L'AFRIQUE*

* En association avec Air Afrique.

ODOUL
Garde-meubles
 208 10-30
 16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX*

PARIS-JAKARTA
2 VOLS PAR SEMAINE A PARTIR DU 13 JUIN

UTA
 Compagnie Aérienne Française

AFRIQUE

UTA. LES LIGNES LES PLUS RAPIDES VERS LE SUD EST ASIATIQUE.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

UNE ENQUÊTE DANS LA RÉGION RHONE-ALPES

70 % des femmes qui veulent « retravailler » souhaitent un travail à mi-temps ou à temps partiel

De notre correspondant régional

Lyon. — Les centres d'information féminins ont réalisé une étude sur la « réinsertion professionnelle des femmes en Rhône-Alpes » dont les résultats ont été présentés par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine. L'intérêt de cette enquête réside au moins

L'enquête effectuée en 1976 (1) a porté sur les réponses de neuf cent douze femmes de trente à cinquante ans désirant retrou-

ver un emploi. Si ces femmes — dont près de la moitié (48,5 %) ont interrompu toute activité depuis plus de dix ans — se sont arrêtées c'est surtout pour élever leur enfant (94 %) ou pour assurer la responsabilité de chef de famille (33 %). L'étude apprend que les trois quarts de ces femmes étaient plutôt satisfaites de leur emploi passé, dont plusieurs années après elles se plaignent à souligner l'intérêt ou la variété qu'il leur présentait, les contacts et les responsabilités qu'il offrait. Pourtant elles ne souhaitent pas se réinsérer dans les mêmes secteurs que ceux où elles travaillaient. Plus de la moitié (54,5 %) visent un emploi de bureau, 14 % une activité commerciale et 8,5 % une activité sociale. Au total, plus de 70 % placent donc leur espoir dans le tertiaire.

En outre, elles ne manquent pas : 37,5 % (2) déclarent chercher du travail depuis plus d'un an alors que pour plus de la moitié d'entre elles le désir de retrouver une activité (54,5 %) est lié à une situation financière. Plus de 42 % d'entre elles (3) sont femmes d'employés ou d'ouvriers alors que 18 % ont un mari exerçant une profession libérale ou cadre supérieur.

Si elles trouvent très difficilement la place qu'elles recherchent c'est d'abord, selon elles, à cause de leur manque de qualifications (38 %), du chômage (15,5 %) et de leur âge (14,5 %). Les conditions de travail sont également un obstacle et 70 % des femmes interrogées souhaitent un emploi à mi-temps ou à temps partiel.

Acquérir une formation

Combien sont-elles dans cette région qui compte cinq millions d'habitants et deux millions d'actifs (dont sept cent mille femmes) à vouloir reprendre une activité ? Selon des calculs basés sur une extrapolation, elles seraient de cinq à huit mille par an. Au moins n'aurait-elles pas les statistiques du chômage puisqu'elles ne s'inscrivent pas ou très peu (2 %) à l'ANPE. Elles estiment que l'agence n'a pas fait pour elles mais pour les « hommes » et que l'accueil y est plutôt décevant. Le document fait à cet égard des suggestions pour améliorer le

fonctionnement de l'agence et l'adéquation entre les offres et les demandes d'emploi.

Possédant un niveau de formation générale assez bas — 35 % d'elles n'ont que le certificat d'études — 23 % du B.E.P. — et un niveau professionnel plutôt médiocre (46 % n'ont ni C.A.P. ni B.E.P. ni B.T.S.), les femmes interrogées estiment, à une très forte majorité qu'elles ont besoin d'une formation pour « acquérir une qualification ».

Les responsables de l'enquête soulignent qu'une coordination devrait exister à la fois entre les organismes de formation et entre ces organismes et les services de l'emploi. « Il y a bien souvent sur le plan local une ignorance des « promoteurs » des actions de formation et des personnes qualifiées pour fournir une information objective sur les tendances du marché de l'emploi ».

Des enquêtes faites auprès de deux cents employeurs ont permis de recenser, au-delà des filières habituelles, des « créneaux » d'emplois nouveaux : conducteurs pour les transports scolaires, les transports de personnel d'usine, les transports urbains. Les métiers secondaires qualifiés (électricien-mécanicien, friseur, ajusteur-monteur) ne devraient plus être réservés aux hommes. Dans le secteur de l'artisanat l'enquête a révélé que des « créneaux » paraissent exister en horlogerie-bijouterie, en radio-électricité ou en tapisserie.

En Haute-Savoie une enquête de la chambre des métiers montre que les artisans proposent potentiellement une offre d'emplois de mille cinq cents personnes dans des secteurs comme la mécanique, l'électricité, la métallurgie, la menuiserie. Attendant d'emplois qui pourraient être tenus par des femmes, observe le document. Et pourquoi le contrat-emploi-famille créé pour les jeunes ne pourrait-il pas bénéficier aux femmes qui cherchent, comme l'a dit l'une d'elles « à réintégrer la troisième étape de la vie ? » Il reste à savoir si la délégation nationale à la condition féminine pourra disposer des moyens nécessaires, ou les obtenir des ministères, pour que ces positions soient prises en considération. Le travail resterait un gros catalogue de trois cents pages.

BERNARD ELIE.

(1) Le coût de cette enquête, 120 000 F, a été pris en charge par l'établissement public régional.

(2) Sur quatre cent vingt-cinq réponses.

(3) Sur cinq cent soixante-trois réponses.

A L'ÉTRANGER

En Norvège

LE GOUVERNEMENT VEUT LIMITER À 2 % PAR AN L'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT DE 1978 À 1981

(De notre correspondant.)

Oslo. — Le gouvernement norvégien a présenté, le 15 avril, son programme de développement économique pour la période 1978 à 1981. Il suggère une réduction du rythme de croissance. L'augmentation du pouvoir d'achat réel devrait se limiter à 2 % par an contre 4 à 5 % dans les dernières années. La politique du plein emploi doit être poursuivie. Le niveau des coûts de production industrielle, très élevé en Norvège, doit être contrôlé pour sauvegarder les exportations. Le gouvernement a aussi l'intention d'augmenter les investissements pour améliorer les conditions sociales et culturelles, notamment pour les familles.

Le niveau de vie ne devra pas se mesurer uniquement d'après les salaires, mais aussi en fonction des prestations collectives, déclare le gouvernement. Il estime que les revenus de la production pétrolière offrent une suffisante liberté de manœuvre économique pour sauvegarder le plein emploi sans une inflation exagérée en contrepartie. La production pétrolière sera limitée à un rythme modéré. Les revenus pétroliers durant cette période devraient être d'environ 7 milliards de couronnes. Ils serviront non pas à augmenter la consommation privée, mais à améliorer la vie collective. Le niveau élevé d'imposition sera maintenu. Le gouvernement propose de soumettre les institutions de crédit et de finances au contrôle de l'État, sans préjudice cependant d'aucun pays en voie de développement sera portée à 1,3 % du produit national brut contre 0,7 % actuellement.

F. R.

En Grande-Bretagne

LES CONFLITS SOCIAUX SE MULTIPLIENT

(De notre correspondant.)

Londres. — Les conflits sociaux en Grande-Bretagne se sont aggravés en fin de semaine. Vendredi 15 avril, les techniciens des services d'entretien de la British Airways à l'aéroport de Londres-Heathrow ont refusé une nouvelle formule de compromis établie par le comité paritaire de l'aviation civile (direction et syndicats). Les grévistes ont rejeté l'apurement du syndicat des métallurgistes du secteur aéronautique auquel ils appartiennent, à une reprise du travail. Ils ont négocié des augmentations de salaires directement avec la British Airways, sans passer par les structures syndicales traditionnelles.

Parallèlement, les électriciens de Port-Talbot, qui par leur grève paralysent depuis trois semaines le grand complexe sidérurgique du Pays de Galles, ont décidé de renforcer leur action. Ils empêchent des matières premières de Port-Talbot à Llanwrern, autre usine de fabrication d'acier du sud du Pays de Galles. Les revendications portent sur une révision des hiérarchies salariales affectées par les négociations du contrat social. Enfin, mille ouvriers de l'usine automobile Ford d'Halewood, près de Liverpool, ont cessé le travail après le licenciement de dix de leurs collègues.

Le renforcement de toutes ces revendications traduit l'atmosphère d'opposition croissante des syndicats au renouvellement de l'accord sur la limitation de la progression des salaires actuellement en discussion avec le gouvernement. M. Joe Gormley, secrétaire général du « unions » syndicat des mineurs, s'est déjà prononcé contre la phase 3 du contrat social. Les « cols blancs » ont indiqué leur désir d'un retour aux conventions collectives.

« La conjoncture économique fait en renforcer cette réticence. Le taux annuel d'inflation est remonté en mars à 10,7 %. De plus, la production industrielle ne montre aucun signe de reprise, ce qui ne laisse espérer aucune amélioration de la situation de l'emploi. (Interim.)

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
 Aucune limite d'âge
 Demandes de renseignements
 ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
 École privée fondée en 1951
 soumise au contrôle pédagogique
 du R.E.S.
 4, rue des Puits-Champs
 75008 PARIS - CEDEX 12

LES MARCHÉS

BOND OBLIGATIONS

LONDRES

100 ans 100/100
 75 ans 100/100
 50 ans 100/100
 25 ans 100/100
 10 ans 100/100
 5 ans 100/100
 2 ans 100/100
 1 an 100/100

BOURSE DE PARIS - 15 A

VALEURS

100 ans 100/100
 75 ans 100/100
 50 ans 100/100
 25 ans 100/100
 10 ans 100/100
 5 ans 100/100
 2 ans 100/100
 1 an 100/100

مكتبة الأصل

A L'ÉTRANGER

En Norvège

LE GOUVERNEMENT VEUT LIMITER À 2 % L'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT DE 1978 À 1979

Oslo. — Le gouvernement norvégien a annoncé hier qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1978 et 1979. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation. Le gouvernement a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980.

Le gouvernement norvégien a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation.

Le gouvernement norvégien a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation.

Le gouvernement norvégien a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation.

Le gouvernement norvégien a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation.

Le gouvernement norvégien a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation.

Le gouvernement norvégien a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation.

Le gouvernement norvégien a également annoncé qu'il envisageait de limiter à 2 % l'augmentation du pouvoir d'achat pour 1979 et 1980. Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les salaires et traitements, viserait à lutter contre l'inflation.

EURO-OBLIGATIONS

Optimisme renforcé

Agenci. — La trêve passagère aura été de courte durée pour le marché obligataire. Une avalanche de nouvelles émissions internationales est venue déferler au cours de la semaine écoulée, dans un climat des plus favorables. La détente sur les taux a été enregistrée la semaine précédente, à l'annonce de la signature d'un accord de cessez-le-feu entre le président Carter et le milieu du régime iranien. Cette détente, qui s'est immédiatement reflétée sur le marché obligataire international par une vive hausse des émissions locales et étrangères, a également influencé de façon positive le marché international des capitaux. Du coup, celui-ci a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

Le marché obligataire international a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

Le marché obligataire international a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

Le marché obligataire international a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

Le marché obligataire international a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

Le marché obligataire international a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

Le marché obligataire international a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

Le marché obligataire international a retrouvé le confort d'un environnement facile. C'est pourquoi certains investisseurs ont tenté de profiter de la facilité excessive qu'il faut mettre en garde le marché. Celui-ci, à ce moment, est un comportement cyclotomique qui le fait aisément basculer du pessimisme au plus profond de l'optimisme, le plus inconscient, le plus aveugle, le plus aveugle.

LONDRES

Un aspect très mouvementé de reprise

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

Un aspect très mouvementé de reprise de la semaine écoulée, aux Indes, notamment par le mouvement de 10 points, mais reculé des banques et des pétroles. Bonne tenue des Fonds d'Etat. Raffermissement des mines d'or.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

Base 100 = 29 décembre 1972
7 avril 15 avril
Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

Indice général... 72,2
Indice des actions... 72,2
Indice des obligations... 72,2
Indice des valeurs étrangères... 72,2

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40
Patrimoine (L...)	71 60	71 60	Inde-Lombard...	279	279	Compt. Rénov...	122 10	122 10	Garanti...	198 40	198 40

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMERIQUES
3. PROCHE-ORIENT
- 2 à 5. EUROPE
- LOIN DES CAPITALES. —
- FRANCKFORT : une banque ou kilomètre carré.
- YUGOSLAVIE : le gouvernement prépare une annuaire des prisonniers politiques.
- 5 à 7. AFRIQUE
- LE CONFLIT ZAÏROIS : le contingent marocain est engagé dans des combats meurtriers.
- POINT DE VUE : « Les Cabanes des Américains », par C. Bourdet.
8. ASIE
- 9 à 12. POLITIQUE
- LIBRES OPINIONS : « Lois électorales », par Gabriel Pérochon.
- La « carrefour socialiste » du club Louise-Michel.
13. EDUCATION
13. RELIGION
- Mort de Mgr Conway, primate d'Irlande.
14. SOCIÉTÉ
14. JEUNESSE
- Les associations de jeunes Russes émigrés : un millier de membres.
15. MÉDECINE
15. SCIENCES
- Le sécrétariat d'Etat à la recherche se fixe trois objectifs : « un point de vue des professeurs Méthé et Hapert.
16. EQUIPEMENT
- La Journée nationale de l'arbre.
17. LA REGION PARISIENNE
- Quel avenir pour les centres commerciaux ?
18. JUSTICE

LE MONDE DE L'ECONOMIE
PAGES 19-20 ET 21-22

- Sidérurgie : les conditions du plan acier.
- Conjoncture : Sortir de l'impasse.
- Ford à l'heure espagnole.
- Composants électroniques : l'Europe se tourne vers l'industrie française.

30. SPORTS
— CYCLISME : Paris-Roubaix.
- EGYPT : le championnat de France.

32-33. ARTS ET SPECTACLES
— MUSIQUE : le Wozzeck déclamé de Rancourt.
- THEATRE : l'insulte, de Yvan Mounier.

42 à 44. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
— EMPLOI : dans la région Rhône-Alpes, 70 % des femmes qui veulent retrouver un travail à mi-temps ou à temps partiel.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (34)
Annonces cinémas (35 à 41) : Aujourd'hui (34) ; Carnet (31) ; Micrologie (34) ; Mots croisés (34) ; Soures (42).

Le numéro du « Monde » daté 17-18 avril 1977 a été tiré à 510 924 exemplaires.

Chez Rodin depuis 9,50 F le mètre, tous les nouveaux tissus 77 sont des tissus « Couture ».

VOICI LA PLUS BELLE COLLECTION DE TISSUS D'ETE
Cotons suisses imprimés.
Impressions soies exclusives.
Lainages et toiles « Belle Saison ».
Jerseys « Ultra Vogue » imprimés.
La mode « Naturelle » avec les dessins d'inspiration azbique, africaine, tzigane, exotique, les crêpes, les cotons, les toiles écru.

RODIN
36, CHAMPS-ELYSEES - PARIS

A B C D E F G

Réuni lundi matin

Le Conseil de Paris adopte son règlement intérieur

Le Conseil de Paris a tenu, lundi matin 18 avril, une séance consacrée à l'examen et au vote du projet de règlement intérieur du conseil municipal. Le texte, adopté avec les voix de la majorité, exclut la pratique traditionnelle des questions écrites publiées au « Bulletin municipal officiel », mais organise des séances de questions orales « sans débat » ; il reflète la volonté de M. Jacques Chirac d'éviter que l'assemblée parisienne ne devienne un second Parlement. La gauche s'est opposée à un texte qui, à ses yeux, méconnaît les droits des élus et réduit le débat démocratique.

Dès l'ouverture de la séance, Mme Guillon, élue du dix-huitième arrondissement, renouvelée au nom du groupe communiste, a demandé l'inscription à l'ordre du jour du problème des expulsions. Le P.C. préconise comme solution immédiate la réquisition par le maire d'immeubles inoccupés et le vote d'un moratoire des expulsions. Dans sa réponse, M. Chirac affirme qu'à l'avenir les débats de l'assemblée seront strictement limités à l'ordre du jour. Il poursuit : « A titre exceptionnel, et en l'absence d'un règlement, cette intervention a pu avoir lieu, et je vais y répondre. Ce problème des expulsions n'est pas de notre compétence, car elles sont la conséquence de décisions de justice. En revanche, nous avons une compétence sociale, qui s'exerce dans deux directions : le relèvement et l'aide sociale. Un effort important sera fait en ce domaine. J'ai d'ailleurs, samedi après-midi, réuni mes collaborateurs pour étudier comment, en modifiant les aides, améliorer très rapidement les conditions de logement et comment apporter une aide plus importante aux familles en difficulté sociale. »

Après d'autres échanges, convertis par le brouhaha des protestations de l'opposition et des applaudissements de la majorité, M. Krieg (R.P.R.) donne lecture du projet de règlement intérieur élaboré par la commission (celle-ci était composée de sept membres de la majorité et de quatre représentants de la gauche). Selon le rapporteur, le texte ne comporte que ce qui est nécessaire au fonctionnement d'une assemblée municipale, ne réintroduit aucune des propositions de l'opposition (qui souhaitait le maintien de la pratique des questions écrites, des questions orales avec débat et des questions d'urgence), mais organise une procédure de questions orales sans débat, « posées au maire ou au préfet de police, par écrit, cinq jours au moins avant la date fixée pour la séance et rédigées de façon succincte ». Ces questions doivent être relatives à l'administration générale de la ville et ne pas mériter en cause des lois. Un texte est inséré au bulletin municipal officiel de la Ville de Paris en même temps que la convocation des membres de l'assemblée à la séance à l'ordre du jour de laquelle elles sont inscrites. L'auteur de la question dispose d'un « droit de réplique », et de temps qui y est réservé doit être partagé également entre les groupes de la majorité et ceux de l'opposition.

A Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

LA POLICE FAIT EVACUER L'USINE GENERAL MOTORS

La police a fait évacuer, ce lundi 18 avril, à 8 heures du matin, l'usine General Motors France (G.M.F.), située à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), qui était occupée depuis le 4 avril par les ouvriers grévistes. Le 5 avril, le tribunal de Nanterre avait pris une ordonnance d'évacuation (le Monde du 8 avril).

L'expulsion des quelques trente personnes qui étaient présentes à cette heure-là, dans les locaux de Gennevilliers, s'est effectuée sans incident.

les boutiques Griffsolde
les robes et les ensembles
Griffsolde dégriffe les grands du prêt à porter
BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la plaine/nation
2, rue du renard/hôtel-de-ville
3, rue de l'agny/nation
BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la plaine/nation
3, bd montmartre/montmartre
ouvert le lundi après-midi

SAINT LAURENT
rive gauche
hommes
12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6
38 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE, PARIS 8
46 AVENUE VICTOR-HUGO, PARIS 16

Un « rassemblement de la vieillesse » est organisé le mardi 19 avril, à 14 h 30, place de la Bastille, Paris, par l'Union des vieux de France (80, avenue Secrétan, Paris-19) pour soutenir les revendications suivantes : minimum de retraite au niveau du S.M.I.C. minimum vieillesse à 80 % du S.M.I.C. fixation à 75 % du taux des pensions de réversion, paiement des allocations et retraites par mensualités et à l'avance. Un défilé aura lieu de la Bastille à l'Hôtel de Ville.

Constructeur vend HOTEL 500 CHAMBRES à construire immédiatement sur plans proposés. Livrable fin 1979. Boite PUBLI-BOURSE, n° 38, 7, place de Volots 75001 PARIS qui tr.

En Gironde

Une quarantaine de procès-verbaux ont été dressés en un mois contre le travail noir

De notre correspondant

Bordeaux. — M. Paul Masson, préfet d'Aquitaine, avait affirmé à plusieurs reprises que le travail clandestin était un facteur aggravant, sinon une des causes, de la crise de l'emploi. C'est sans doute pour cette raison que la préfecture de la Gironde est partie en guerre contre une activité très répandue dans ce département. Pour être aussi pour répondre à une enquête publiée récemment par le journal Sud-Ouest.

Depuis un mois, des « opérations coups de poing » ont été menées contre le travail noir par les services de police et de gendarmerie. Selon un communiqué de la préfecture, publié le 16 avril, quarante et un procès-verbaux ont été dressés en Gironde : contre des particuliers, des entreprises, des associations, des associations de travailleurs étrangers et enfin un pour non-présentation de facture.

Il est de fait que, dans une

région où le plus humble possède un pied-à-terre à la campagne ou du côté d'Arcachon, le travail noir a pris des proportions considérables. C'est bien évidemment le secteur du bâtiment qui est le plus touché, et cela ne concerne pas que les résidences secondaires. Entretien, réparation et même construction des pavillons de banlieue sont de plus en plus assurés dans ces conditions. Les syndicats restent très prudents. Pour F.O., l'action contre le travail noir passe par l'amélioration du pouvoir d'achat, un contrôle efficace des prix, l'assainissement des circuits de distribution et l'allègement de la T.V.A. sur les prix de nombreux services. La C.G.T. avance deux causes essentielles : 64 % des salariés aquitains gagnent moins de 2 000 francs par mois. Une grande partie des chômeurs ne touchent aucun allocation et les dossiers sont instruits trop tardivement. En attendant, il faut bien vivre.

En 1976, trente-quatre procès-verbaux seulement avaient été instruits en Gironde. Un seul mois, ce chiffre a été largement dépassé. C'est dire si l'offensive engagée dans le département est sérieuse. Les organisations professionnelles ne cachent pas leur satisfaction. Cela évite pour être quelques faillites d'entreprises. Mais, hélas ! la répression ne vise pas que les requins du travail clandestin ; elle frappe aussi ceux qui en ont besoin pour vivre.

Pour lutter contre le chômage ?

Depuis l'apparition des lois sociales, le travail noir a toujours existé, en marge des contraintes des législations sociales et fiscales. Des phénomènes structurels : industrialisation, regroupement d'entreprises, migrations, croissance urbaine, raréfié ou défection des artisans — en ont aggravé les effets économiques. D'autres « phénomènes », plus conjoncturels, tels que l'accroissement du chômage et les réductions d'horaires, lui confèrent une dimension nouvelle. On estime généralement — mais ce n'est là qu'une approximation — émanant du conseil économique et social et des chambres des métiers — que ce travail clandestin représenterait environ 3 % du montant des salaires versés, soit plus de 10 milliards de francs par an.

Une attitude répressive, menée d'ailleurs sous la forme « ponctuelle » d'opérations « coups de poing » dans une région déterminée, peut-elle réduire non seulement le travail noir, mais encore son incidence sur le chômage ? S'il est vrai que le chômage partiel et les réductions d'horaires risquent de favoriser l'irruption des professionnels, et non des amateurs, sur le marché du travail, ne faudrait-il pas tout d'abord réorganiser l'artisanat, et singulièrement dans les grandes agglomérations ? L'état, à tout le moins, le chômeur ou le retraité qui remplacent un carreau sont d'ailleurs moins utiles à la collectivité que l'activité de certaines entreprises, à travail temporaire et d'ateliers « clandestins ».

LES DEPARTS MASSIFS D'IMMIGRES NE RESOLVRAIENT PAS LE PROBLEME DE L'EMPLOI

estime le M.R.A.P. à son congrès de Clermont-Ferrand

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Le congrès national du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) s'est réuni à Clermont-Ferrand le dimanche 17 avril. Cette réunion était précédée, la veille, par un stage de formation des militants du Mouvement.

Les responsables du M.R.A.P. ont exprimé leurs préoccupations quant à la poursuite du départ massif des travailleurs immigrés. Ils estiment qu'une telle mesure « ne saurait résoudre le problème de l'emploi, mais ne peut qu'aggraver la situation économique ». Ainsi, depuis l'arrêt de l'immigration, en 1976, le chômage n'a cessé de s'accroître. D'autre part, ces déplacements de main-d'œuvre sont à rapprocher du « redéploiement » des entreprises françaises à l'étranger.

NOUVELLES BRÈVES

● Les délégués syndicaux C.F.D.T. du groupe laitier Schlumpf de Malterspach et Gluck ont révélé, samedi 16 avril, au cours d'une conférence de presse, l'existence de factures « élevées » de plusieurs millions de francs anciens, qui confirmeraient le détournement de biens opéré par les frères Schlumpf. Les factures découvertes dans les bureaux du musée de l'automobile lors de son occupation prouvent en effet, selon la C.F.D.T., que le matériel utilisé pour les voitures du musée, ainsi qu'une partie du personnel, étaient en fait des salariés des entreprises laitières. La C.F.D.T. s'attend, que ni le syndicat, ni le Procureur de la République, n'aient demandé à la chambre commerciale du tribunal civil de se prononcer sur la faillite personnelle des frères Schlumpf, leur permettant ainsi de continuer à agir sur le plan juridique tout en étant en Suisse.

SUR LES MARCHES DES CHANGES

FAIBLESSE DU DOLLAR ET DU FRANC

Le dollar a faibli à nouveau sur les marchés des changes en début de semaine, son cours à Francfort tombant à 2,38 DM, après avoir même touché 2,350 DM, contre 2,385 DM vendredi dernier. A Paris, le cours de la monnaie américaine a moins baissé qu'ailleurs (4,960 F contre 4,97 F, de sorte que le franc a faibli par rapport au dollar, s'est élevé à nouveau au-dessus de 210 F.

LE JAPON ABASSE SON TAUX DE L'ESCOMPTE

DE 6 % A 5 %

La Banque du Japon a décidé de ramener de 6 % à 5 % son taux de l'escompte. Il s'agit de la deuxième modification, depuis le début de 1977, de ce taux, qui avait été abaissé de 6,5 % à 6 % le 11 mars. La nouvelle décision, qui sera effective à partir du mardi 19 avril, est destinée à donner une impulsion à l'activité économique. En février, la production industrielle japonaise a diminué pour le troisième mois consécutif, s'établissant à 1,1 % en-dessous du niveau de janvier. Le baïssa du taux de l'escompte avait été motivée par l'organisme patronal japonais, le Keidanren. Elle s'inscrit également dans la perspective de la conférence du sommet des pays industrialisés les 7 et 8 mai, à Londres. Au cours de cette réunion, les partenaires du Japon devraient en effet lui demander de prendre des mesures de relance plus énergiques, afin d'alléger la pression des ventes japonaises sur les propres marchés et de contribuer à la relance mondiale par une reprise de ses importations.

LE PORTUGAL

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.

Le régime autoritaire de Salazar, qui a duré pendant 47 ans, a été remplacé par un régime démocratique.